



CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG 33, BD. GRANDE-DUCHESSE CHARLOTTE TÉL. 42148

CES/FUS. (74)

LA FUSION DES COMMUNES

AVIS

Luxembourg, le 16 juillet 1974

1. <u>L'INTRODUCTION</u>	1
2. <u>L'ANALYSE DE LA SITUATION EXISTANTE</u>	1
21. La base historique et juridique	
211. La base politique de la création de nos communes.....	1
2111. L'ancien régime.....	1
2112. Le nouveau régime.....	2
212. Les modèles de la loi communale du 24 février 1843.....	3
213. L'évolution des missions de nos communes et de leur financement.....	3
22. La carte géographique de nos communes depuis l'ancien régime.....	6
221. Les communes rurales et les communes urbaines	11
222. Les cartes communales.....	11
23. L'analyse critique de la mission des communes en fonction de la situation juridique et de la situa- tion de fait.....	12
231. Les domaines politique et administratif.....	13
2311. Le domaine politique.....	13
2312. Le domaine administratif.....	13
232. Les domaines social et culturel.....	14
2321. Le bureau de bienfaisance.....	15
2322. La participation dans la part fon- damentale de la pension.....	15
2323. La santé.....	16
2324. Le logement.....	16
2325. L'enseignement.....	17
2326. Le culte.....	18
2327. Les activités sportives et culturelles.	19
233. Le domaine économique.....	19
24. Les finances communales.....	20
3. <u>CES COLLECTIVITES SONT-ELLES A MEME DE REMPLIR LEURS MISSIONS DANS LES CONDITIONS VOULUES ?</u>	26

4. <u>LA REALISATION DE LA FUSION DES COMMUNES</u>	28
41. L'expérience de l'étranger.....	28
42. La thèse et les actions du Gouvernement.....	29
5. <u>LES PROPOSITIONS DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL</u>	33
51. L'approche générale.....	33
52. L'approche spécifique.....	34
521. Le critère de l'existence et de la confi- guration du canton.....	34
522. Le critère démographique.....	35
523. Le critère des distances.....	35
524. Le critère de l'organisation scolaire.....	35
6. <u>LA CONCLUSION</u>	36
<u>ANNEXE 1 : LA LEGISLATION</u>	37
<u>ANNEXE 2 : 1. L'EVOLUTION DU BUDGET DE QUELQUES COMMUNES</u> <u>TYPES DE 1968-1972</u>	42
2. <u>LE BUDGET PAR TÊTE D'HABITANT</u>	75

1: L'INTRODUCTION

Au cours de la réunion du Bureau du Conseil Economique et Social avec le Gouvernement en date du 23 janvier 1973, le désir avait été exprimé que celui-ci saisisse le Conseil Economique et Social du problème de la fusion des communes, le Conseil constituant en effet une enceinte neutre permettant d'éclairer, en toute objectivité, les instances politiques sur tous les aspects économiques et sociaux de ce problème qui revêt une actualité incontestable.

Conscient du fait que les problèmes soulevés par une fusion des communes devront s'inscrire dans un cadre plus large qui est celui de l'aménagement du territoire, problème dont le Gouvernement sera amené à saisir le Conseil Economique et Social lorsque les vues gouvernementales en la matière se seront précisées, le Conseil Economique et Social a cependant tenu à émettre, dès à présent et en l'absence d'une saisine spécifique de la part du Gouvernement, un avis qui aura comme option principale de situer le problème dans une vue de restructuration économique et sociale globale, avec indication de solutions précises.

2. L'ANALYSE DE LA SITUATION EXISTANTE

21. La base historique et juridique

211. La base politique de la création de nos communes

2111. L'ancien régime

- ULVELING^{x)} relate dans son exposé sur "les charges locales sous le régime féodal":

"Les agglomérations de maisons ne prenaient le nom de commune que lorsqu'elles étaient souverainement autorisées à s'administrer elles-mêmes. Ce privilège n'avait été accordé en principe qu'aux communes "villes". Dans les autres parties du pays, les seigneurs absorbaient l'autorité publique en tant que le souverain ne l'avait pas retenue pour la Couronne".

x) J. ULVELING: " Les charges locales sous le régime féodal", dans "Publications de la Section Historique de l'Institut ", Volume XXV.
Imprimerie Buck, Luxembourg 1870

- On distingue en général des communes rurales "non libres" et des communes-villes "libres". Il faut rappeler que cette distinction date de l'époque d'ERMESINDE (1196-1246) et des mouvements de libération villageois des 13ème et 14ème siècles.

Les villes libres avaient le droit de s'administrer elles-mêmes et à partir du 15ème siècle elles avaient pouvoir de légiférer.

L'autorité publique dans les communes ne s'occupait guère alors des trois services qui, en général, sont les plus dispendieux pour elle aujourd'hui; à savoir :

- . l'instruction primaire;
- . la bienfaisance publique;
- . les communications vicinales.

Aussi les dépenses communales ou locales étaient-elles, à cette époque, de loin moins importantes que par après.

2112. Le nouveau régime

- La loi communale du 14 décembre 1789 abolit les structures des villes et des communes villageoises de l'ancien régime. Toutes les communes du pays obtiennent la même administration sous le nom de municipalité.

- Par la suite, la loi du 17 février 1800, en abolissant l'administration cantonale, consacre la commune comme base du nouvel ordre.

- L'autonomie communale fut abolie sous le régime français.

La définition de la commune donnée par COLLET^{x)} est la suivante:

"Notre commune est surtout la base de la pyramide administrative, sa constitution est encore conçue en vue de l'obéissance, son chef, dont toujours les actes sont à la merci des agents du pouvoir central, est souvent leur subordonné."

- La constitution de 1815, en réintroduisant la distinction entre villes et communes rurales, décrète dans son article 154 que

"Les administrations des seigneuries, districts et villages seraient organisées de la manière qui sera trouvée la plus convenable aux circonstances et aux intérêts locaux et jugée compatible avec les droits légalement acquis."

x) cité dans Becker: "Studien zur Gemeindeverfassung in Luxemburg", page 150
Verlag Ludwig ROHRSCHEID, Bonn 1934

Les communes étaient habilitées à s'administrer elles-mêmes avec droit de regard des états provinciaux.

- Les articles 31 et 108 de la constitution belge de 1831 abolissent définitivement la différence entre les villes et les communes rurales et confirment le droit auto-administratif de toutes les communes qui va être ancré plus tard dans la loi communale du 24 février 1843.

212. Les modèles de la loi communale du
24 février 1843

C'est la loi belge du 30 mars 1836 combinée aux règlements d'administration des villes du 22 janvier 1824 et du règlement d'administration pour le plat-pays du 23 juillet 1825 qui servaient de modèle lors de l'élaboration de notre loi du 24 février 1843 portant organisation de nos communes.

213. L'évolution des missions de nos communes et de leur
financement

- Le décret du 14 décembre 1789 résume les attributions des autorités communales de la façon suivante :

"Les fonctions propres au pouvoir municipal sont de régir les biens et les revenus communaux des villes, bourgs, paroisses et communautés; de régler et d'appliquer celles des dépenses locales qui doivent être payées des deniers publics; de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sécurité et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics."

- Les missions des communes ont évolué dans le temps. C'est ainsi que la loi communale de 1843 élargit les missions originales des communes, définies par le décret du 14 décembre 1789. La loi du 14 février 1900, modifiée par celle du 23 décembre 1958, instaurant les syndicats de communes, va également dans le sens d'un élargissement des missions des communes.

R. FRAUENBERG et J. BRUCHER écrivent à propos de notre loi communale de 1843 dans "Notions élémentaires sur le droit public et administratif du Grand-Duché de Luxembourg" (1937) :

"La mission des communes ne s'arrête pas là. Plus encore, le progrès des idées que la législation ont successivement élargi la sphère d'action du pouvoir local et aujourd'hui on peut dire que la commune doit intervenir chaque fois que les moyens des individus sont insuffisants ou impropres à accomplir une oeuvre d'utilité générale pour le groupe de citoyens qui forment la commune."

- Pour financer leurs missions, les communes disposaient de moyens plus ou moins importants selon l'époque et les régimes politiques.

Sous le Gouvernement français, les guerres continuelles, les dépenses et les prestations militaires avaient imposé à nos communes des charges excessivement lourdes et des dettes qui n'ont été éteintes que sous le Gouvernement des Pays-Bas.

Aussi les besoins propres des communes ont-ils été négligés.

Au début de l'autonomie de notre pays, les besoins pécuniaires des communes ne s'étendaient que sur les frais minimes de l'administration locale, de la police, de l'entretien des bâtiments communaux et, le cas échéant, des dépenses pour l'exploitation des coupes de bois. Le budget des recettes n'était pas élevé non plus. Le produit des coupes annuelles, la taxe sur les chiens, quelques moindres impositions spécifiques et le produit des fermages constituaient les recettes ordinaires; pour les dépenses exceptionnelles, on recourait à la vente de terrains communaux ou à une coupe de bois extraordinaire.

Mais peu à peu les dépenses se sont accrues, surtout sous le rapport de l'instruction primaire, du culte, de l'assistance publique et des dépenses extraordinaires comprenant les constructions d'églises, d'écoles, de presbytères, de conduites d'eau, d'abattoirs, de ponts et de chemins vicinaux, ainsi que des

réparations importantes concernant les bâtiments communaux; les revenus provenant des biens communaux sont, par contre, restés à peu près stationnaires.

Pour financer les besoins nouveaux la loi du 24 février 1843 s'est, pour ainsi dire, appropriée les dispositions afférentes de la législation belge.

Les communes obtiennent toute liberté pour la fixation du taux et de la nature des impositions communales, mais leurs décisions par rapport à l'établissement, au changement ou à la suppression des impositions communales restaient soumises à l'avis du Ministre de l'Interieur et à l'approbation du Souverain.

Les autres principes proclamés par la Charte belge furent également repris par notre législation. Aucune charge, aucune imposition communale ne pouvait être établie sans le consentement du conseil communal (article 99 de la loi constitutionnelle de 1868).

Malgré les nouvelles allocations, taxe sur les chiens (1838 et 1840), lois amplificatives des 29 janvier 1863 et 12 juin 1874 (article 27) sur les chemins vicinaux, loi du 26 novembre 1849 modifiant profondément le régime de nos contributions mobilières, le manque de ressources communales s'accroissait chaque année.

Pour y remédier de nouvelles dispositions furent prises:

- . la loi du 30 novembre 1852 sur les impositions communales devait avoir pour résultat de mettre à la disposition des communes les sommes indispensables à la marche régulière des différents services;
- . en ce qui concerne les emprunts communaux contractés en vue de travaux extraordinaires, l'article 34 de la loi communale de 1843 a entouré l'établissement des emprunts de sérieuses précautions.

- . les subventions accordées par l'Etat ont été augmentées sensiblement depuis 1843.
- . Avant la dernière guerre, les communes percevaient, en guise d'impôts, des additionnels aux principaux impôts de l'Etat ainsi que des taxes communales.

Le système des additionnels fut remplacé sous l'occupation (1940, 1941) par un ensemble d'impôts réels : sur les immeubles, sur les entreprises et sur les personnes (ce dernier fut supprimé en 1942 et remplacé par une participation directe des communes aux impôts de l'Etat).

Les taxes communales, quant à elles, furent soit maintenues par l'occupant, soit remplacées par des taxes analogues.

A la libération, l'arrêté grand-ducal du 26 octobre 1944 valida les impôts réels. D'autre part, les taxes communales furent rétablies dans leurs anciennes formes sur la base des arrêtés grand-ducaux des 22 avril 1941 et 13 juillet 1944 déterminant l'effet des mesures prises par l'occupant.

22. La carte géographique de nos communes depuis l'ancien régime

Nous ne disposons pas de carte communale de l'ancien régime.

Depuis le régime français, notre géographie communale ne s'est pratiquement plus modifiée. Le régime français, en fixant

ces limites territoriales, ne tenait pas compte des frontières existant sous l'ancien régime.

La plupart de nos communes actuelles sont basées, dans leur configuration actuelle, sur la loi française du 25 fructidor de l'an III (1795). Cette loi entraînait en vigueur au Luxembourg le 1er octobre 1795 lors de l'annexion du Luxembourg par la France.

Lors de la création des cantons on essayait, dans la mesure du possible, de garder les frontières des anciens domaines de prévôts (Propsteien) et des seigneuries. Là où ces seigneuries étaient trop petites on en réunissait plusieurs.

Tout canton comprenait plusieurs agences nouvellement formées, qui elles, se subdivisaient de nouveau en sections. Ces agences formaient les nouvelles communes luxembourgeoises. Les sections, parties de communes, n'ont cependant plus jamais recouvert le statut d'une commune indépendante. La base géographique de la plupart de nos communes actuelles repose donc sur ces subdivisions cantonales, réunies en agences.

Le département des forêts, auquel le Luxembourg actuel fut incorporé, comprenait 384 communes avec une superficie de 7.080 km².

TANDEL ^{x)} souligne que "nous ne savons pas comment s'est faite la première formation des communes ou plutôt des sections cantonales, ni comment on a procédé pour substituer à l'ancien état de choses les circonscriptions des mairies".

Il n'existe dans les recueils aucun acte des autorités concernant ce fait. Toutefois, la législation française antérieure indique la règle établie en ce pays lorsqu'on a procédé à une réorganisation semblable. L'article 2 de la loi du 26 février - 4 mars 1790 stipule que les villes englobent le territoire soumis à l'administration directe de leur municipalité; les communautés de campagne, quant à elles, comprennent le territoire, les hameaux et les maisons isolées dont les habitants relèvent du point de vue de l'imposition du chef-lieu.

Par arrêté du 25 pluviôse de l'an XII (1803), le préfet du département des forêts a ordonné de placer des bornes pour déterminer les limites de toutes les communes et des sections de celles-ci.

Au point de vue territorial, l'état de choses établi pour les communes par la constitution de l'an VIII (1799) ne fut modifié que par la réorganisation de l'arrêté royal du 2 janvier 1823 fixant la circonscription des quartiers et des communes.

La division territoriale du pays en mairies laissait à désirer, en ce que beaucoup d'entre elles avaient une population trop minime et ne possédaient pas par conséquent des ressources financières suffisantes.

Une réforme complète à cet égard fut jugée indispensable et, pour une aussi grave question, la députation des états, jugea nécessaire de consulter les communes.

x) TANDEL : "Les communes luxembourgeoises". Publications de l'Institut Archéologique du Luxembourg, volumes 21-28, Arlon.

Dans la circulaire du 5 mai 1820 l'on fit un exposé historique sur les organisations antérieures; cinq systèmes différents^{x)} furent proposés au choix des notables. Convoqués par le maire, ils devaient se prononcer, par vote, sur le système à retenir.

Les agences créées sous le régime français ont été maintenues par le régime néerlandais à partir de 1815.

D'après BECKER ^{xx)} ceci ressort clairement de la circulaire du 5 mai 1820.

La proposition No 4, qui présentait une solution de compromis sur base historique fut adoptée.

Le règlement sur l'administration du plat-pays du 12 juin 1822 réorganisa complètement les circonscriptions administratives, d'abord en formant huit quartiers à la place des cinq arrondissements qui existaient, ensuite en reconstituant les circonscriptions de toutes les communes par l'arrêté du 2 janvier 1823, pris en exécution de ce règlement.

Certes, cet acte occupe le premier rang parmi ceux qui concernent les communes luxembourgeoises : il a établi les limites actuelles qui n'ont subi depuis que fort peu de changements.

x) Cés systèmes sont :

- 1 rétablissement des anciennes communautés d'habitants sous la direction de centeniers, pour l'administration économique, et réunion d'un certain nombre de ces communautés jusqu'à concurrence de 1.200 à 4.000 âmes, selon les localités, pour composer l'administration politique sous le nom de grande commune, présidée par un mayer, avec répartition des frais d'administration au prorata de la population;
- 2 formation de grandes communes semblables, en confondant la jouissance de tous les biens des diverses sections, communautés ou villages;
- 3 laisser subsister les communes ou mairies actuelles avec la fusion complète de tous les biens communaux;
- 4 conserver les communes actuelles pour l'administration politique seulement, avec répartition des frais de cette administration au prorata de la population, et consacrer la division des biens communaux, section par section, ou village par village;
- 5 enfin diviser l'administration politique à l'instar de l'administration économique, c'est-à-dire donner à chaque village ou banlieue un seul et même chef pour les deux espèces d'administrations, avec la charge des frais de l'état civil, d'abonnements et autres dépenses administratives qui en résultent.

xx) BECKER : "Studien zur Gemeindeverfassung in Luxemburg". Verlag Ludwig Röhrscheid, Bonn 1934.

Les procès verbaux de démarcation des quartiers et des communes rédigés à la suite de l'arrêté royal du 2 janvier 1823 jouent encore aujourd'hui pour nos communes, puisqu'en cas de contestation, ils sont appelés à servir de titre pour établir les limites, l'abornement réel ou fictif des divers ressorts des communes ou sections.

En 1829, l'administration provinciale, à la demande du Gouvernement, élaborait un projet destiné à supprimer toutes les communes ayant moins de 400 habitants. Les événements politiques de l'année suivante empêchèrent sa réalisation.

A l'arrêté royal grand-ducal du 12 octobre 1841, concernant la fixation de la circonscription des justices de paix et le ressort des tribunaux d'arrondissement, fut annexé le tableau général de la division du Grand-Duché en arrondissements, cantons et communes, avec indication de villages, hameaux, habitations et maisons isolées y afférentes.

Aussi en fonction de cette continuité historique, la loi communale du 24 février 1843 déclarait-elle dans son article 1er :

"Le Grand-Duché est divisé en communes, et celles-ci forment des districts, le tout de telle manière qu'il est établi ou qu'il sera ultérieurement arrêté."

Le recensement de 1890 compte 129 communes. Depuis cette date, le nombre de nos communes est tombé à 126. En 1920, les communes de Hamm, Hollerich, Rollingergrund et Eich ont fusionné avec la commune de Luxembourg.

Dans le sud du pays, Rumelange a été détachée en 1891 de la commune de Kayl pour former une commune indépendante.

D'autres communes ont changé de nom au cours du siècle, tel Basbellain qui est devenue Troisvierges et Alscheid qui est devenue Kautenbach.

Nous constatons donc que notre carte communale n'a que très peu évolué depuis 1890.

221. Les communes rurales et les communes urbaines

Cette distinction remonte à l'ancien régime. Elle n'a plus de valeur juridique aujourd'hui.

Aussi la loi du 24 février 1843, article 1er, paragraphe 2, a-t-elle gardé seulement la dénomination de ville pour les communes suivantes : Luxembourg, Diekirch, Grevenmacher, Echternach, Wiltz, Vianden et Remich.

En raison de l'expansion démographique et du rôle économique de certaines communes, la loi du 4 août 1907 a étendu la qualification de ville aux communes suivantes : Differdange, Dudelange, Ettelbruck, Rumelange et Esch-sur-Alzette.

222. Les cartes communales

Les cartes communales, établies à la suite des recensements de 1865, 1900, 1947, 1960 et 1970, accusent une régression régulière de la démographie communale dans le nord et dans l'est du pays.

En 1970 nous constatons que 55 communes accusent une diminution de la population, alors que 70 communes augmentent leur population.

Le recensement de 1970 relève qu'en général les communes à population montante se situent au sud-ouest et au centre, tandis que pour le reste du pays, à part quelques communes à caractère plus ou moins urbain, la population communale est en baisse.

On peut citer à titre d'exemple le canton de Luxembourg-campagne dont les 10 communes accusent toutes des augmentations et le canton de Clervaux, dont les 10 communes sont en régression.

Remarquons encore que ces tendances se manifestent depuis 1900.

La densité de la population par km^2 se répartit à peu près de la même manière et dans le même sens que les variations de population constatées plus haut.

Nous pouvons donc dire que du point de vue démographique, notre carte communale présente un déséquilibre entre la partie centre et sud-ouest d'une part et la partie restante du pays d'autre part. Les centres industriels et administratifs se concentrent en effet dans les parties du pays à forte démographie, tandis que les centres ruraux continuent à se dépeupler. Une restructuration de notre carte communale s'impose de ce fait de plus en plus, surtout si l'on considère qu'elle n'a pratiquement pas varié depuis environ 100 ans.

23. L'analyse critique de la mission des communes en fonction de la situation juridique et de la situation de fait

- L'ensemble des textes législatifs qui se réfèrent aux domaines relevant des compétences des communes sont énumérés dans l'annexe 1.

La législation de base est constituée par :

- . la constitution modifiée du 17 octobre 1868, chapitre IX, les communes;
- . le décret du 14 décembre 1789 sur les attributions des autorités communales;
- . la loi modifiée du 24 février 1843 sur l'organisation communale et des districts;
- . la loi du 14 février 1900 sur les syndicats de communes.

- Les différents domaines de compétence qui échoient aux communes ne constituent cependant que des compétences d'attribution, comportant tantôt le droit d'initiative, tantôt une simple mission d'exécution, la tutelle de surveillance et de contrôle incombant au pouvoir central.

Or, il s'est avéré que cette tutelle s'est sensiblement relâchée, ce qui a eu pour conséquence que la situation de fait a évolué de telle façon que les communes bénéficient souvent aujourd'hui d'une liberté d'action qui n'est plus en rapport avec les structures juridiques initiales.

- S'il n'est pas dans les intentions du Conseil Economique et Social de remettre en cause le principe de compétence et d'initiative au niveau communal, il n'en reste pas moins qu'il faudra en déterminer les limites et subordonner l'action des communes à un contrôle plus efficace du pouvoir central. Aussi des sanctions ou la substitution pure et simple de l'Etat devraient-elles être prévues en cas de non respect des obligations de la part des communes.

231. Les domaines politique et administratif

Y sont visées notamment les missions suivantes :

2311. Le domaine politique

- l'organisation des élections communales et nationales

2312. Le domaine administratif

- le recensement de la population et de l'état civil;
- la comptabilité communale et le service statistique;
- la police;
- le service incendie;
- le service des bâtiments et de la voirie;

- la perception des impôts communaux;
 - . l'impôt foncier;
 - . l'impôt sur le total des salaires;
 - . les taxes et les redevances communales;
- l'exécution et le contrôle des mesures prévues à l'échelon national, notamment en matière de surveillance des prix et des bâtiments dangereux, insalubres et incommodes.

Le Conseil Economique et Social estime que toutes ces missions doivent rester de la compétence des communes, mais il s'agira de distinguer entre les missions propres à la commune, telles que la comptabilité communale, le service statistique, le service d'incendie et partiellement les services de police et de voirie et les délégations du pouvoir central pour des raisons de compétence.

Pour cette seconde catégorie, l'autorité communale devra bénéficier d'une aide technique et/ou financière pour tous les travaux qu'elle effectue pour le compte de l'autorité centrale.

Le Conseil Economique et Social constate que de nombreuses tâches communales, celles qui touchent surtout à l'organisation des élections politiques, au recensement de la population, au service incendie et au service des bâtiments et de la voirie pourraient être remplies d'une manière plus rationnelle et plus efficace si l'étendue de nos communes était plus importante. En effet, en regroupant les communes dans des entités plus grandes, le choix du personnel qualifié et l'obtention d'une technicité plus développée seraient facilités.

232. Les domaines social et culturel

Y sont visées notamment les missions suivantes :

- le bureau de bienfaisance;
- la participation dans la part fondamentale des pensions;
- la santé;
- le logement;
- l'enseignement;
- le culte;
- les activités sportives et artistiques.

2321. Le bureau de bienfaisance

Du fait que dans notre société moderne la politique de redistribution est conçue sur le plan national, le rôle du bureau de bienfaisance au niveau de la commune se limite aux seuls cas urgents. En outre, avec une législation en matière de sécurité sociale de plus en plus améliorée, les lacunes existantes disparaîtront, et l'intervention des communes perdra ainsi une grande partie de sa raison d'être.

Mais en raison de la possibilité d'un contact plus personnalisé au niveau communal, bien qu'il soit moins anonyme, le Conseil Economique et Social estime qu'il est préférable que le bureau de bienfaisance, du point de vue administratif, reste de la compétence de la commune, mais soit subordonné à un contrôle central plus efficace et plus coordonné. En outre, ce service pourrait utilement être doté d'une nouvelle tâche qui s'avère de plus en plus nécessaire avec la complexité croissante de la législation sociale, c'est-à-dire un rôle d'information grâce aux insertions au "Reider", au mémorial, dans la presse et par le moyen de la consultation directe.

2322. La participation dans la part fondamentale de la pension

La participation des communes dans la part fondamentale de la pension des retraités vivant dans une commune est de 20 %. Cette participation, justifiée d'après l'ancienne notion de bienfaisance, ne l'est plus dans notre système de sécurité sociale moderne.

Aussi le Conseil Economique et Social prévoit-il que cette obligation de participation des communes soit abolie et que la charge en soit entièrement supportée par l'Etat. Pourquoi une commune devrait-elle d'ailleurs supporter ces charges pour des retraités qui n'ont peut-être jamais résidé dans cette commune pendant leur vie active ?

2323. La santé

En matière de santé, la compétence générale se situant impérativement au niveau national, seule une exécution déléguée et partielle restera du domaine de la compétence des communes, compétence qui doit leur permettre de contribuer à garantir une assistance médicale appropriée à chacun de ses habitants. Le Conseil Economique et Social constate à cet égard que la loi du 27 juin 1906, modifiée par la suite, concernant la protection de la santé publique, n'a pas porté tous les fruits prévus par le législateur, un grand nombre de communes n'ayant pas donné suite à cette législation, ceci probablement parce que leur étendue ne le leur permettait pas.

Le Conseil Economique et Social rappelle qu'il voit l'organisation sanitaire comme suit:

- les centres hospitaliers au niveau national;
- la médecine ambulante au niveau de la région;
- les soins para-médicaux à domicile au niveau communal.

2324. Le logement

- En matière de logement, la conception générale et les directives y relatives doivent émaner du pouvoir central. Aussi, d'après le Conseil Economique et Social, la compétence des communes doit-elle se limiter à la responsabilité de construire des habitations hygiéniques, suivant un plan d'aménagement préétabli avec délimitation du périmètre. Les propositions faites à cet égard doivent être approuvées et l'exécution doit en être contrôlée par les instances compétentes nationales.

Le Conseil Economique et Social estime par ailleurs qu'en cas de litige entre un individu et l'autorité communale, notamment en matière de permis de construire, il y a lieu de prévoir un recours devant un tribunal administratif de première instance, le Conseil d'Etat ne statuant qu'en dernière instance et comme juge de fond.

- Conformément à la loi du 16 février 1955, article 6, toutes les communes, où les circonstances l'exigent, sont tenues de constituer une commission des loyers qui doit trancher en cas de litige entre propriétaire et locataire. De l'avis du Conseil Economique et Social le rôle d'informateur de cette commission serait à développer.

Ainsi, les tâches incombant aux communes dans ce domaine ont été complètement négligées par bon nombre de collectivités locales en raison de leurs possibilités d'action très réduites.

2325. L'enseignement

- Aussi bien pour l'enseignement primaire que pour l'enseignement secondaire les prérogatives du pouvoir central sont prépondérantes, et, à l'exception du recrutement du personnel de l'enseignement primaire, les compétences des communes sont dans une très large mesure d'ordre théorique.

Sur ce problème spécifique du recrutement du personnel enseignant du primaire, le Conseil Economique et Social, bien qu'étant convaincu que ce mode de recrutement ne présente pas toutes les garanties, se demande cependant si un recrutement à l'échelon national donnerait de meilleurs résultats. A ce sujet, l'on pourrait invoquer, à titre de comparaison, la désignation du clergé par le pouvoir central, c'est-à-dire l'évêché, solution qui est loin de rallier tous les suffrages.

- Aussi le Conseil Economique et Social se prononce-t-il en faveur de l'aménagement global de la législation concernant l'enseignement primaire, législation qui fixerait, à l'échelon national, des critères détaillés et précis, la compétence déléguée des communes se limitant à l'enseignement jusqu'à l'âge de 12 ans. Toutes les communes devraient cependant pouvoir prodiguer la même qualité d'enseignement, ni le facteur coût ni le nombre d'élèves disponibles ne devant intervenir à leur niveau. Le Conseil Economique et Social tient à signaler dans ce contexte que certaines idées de réformes n'étant concevables que sur la base d'unités scolaires plus grandes (notamment l'école globale, la journée continue, le tronc commun) se heurtent, entre autres difficultés, à l'exiguïté de la plupart de nos communes. La même constatation vaut pour la réalisation de l'initiation scolaire dans les domaines sportif et artistique telle que proposée par le Conseil Economique et Social au chapitre 2327.

L'enseignement à partir de 12 ans se fera suivant un plan de régionalisation coercitif.

2326. Le culte

- Les dispositions légales concernant les obligations communales relatives au culte sont contenues surtout dans le décret du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises et dans la loi communale du 24 février 1843. Ces dispositions distinguent entre obligations directes, absolues et obligations subsidiaires, c'est-à-dire dans le cas de l'insuffisance des revenus de la fabrique d'église.

. Les obligations directes de la commune pour lesquelles la fabrique d'église n'est pas obligée de prouver l'insuffisance de ses fonds concernent la construction, s'il n'y en a point :

- .. d'un cimetière,
- .. d'un presbytère,
- .. d'une église paroissiale.

. L'obligation subsidiaire des communes consiste dans le fait de suppléer à l'insuffisance des revenus de la fabrique d'église pour des dépenses obligatoires et légales dûment autorisées par la commune.

- Il existe actuellement 266 ^{x)} paroisses reconnues par l'Etat, leur regroupement devrait aller de pair avec la fusion des communes, les limites des paroisses devant idéalement s'intégrer dans l'ensemble de la nouvelle structure des communes et éviter tout chevauchement d'une paroisse sur plusieurs communes.

- En conclusion, le Conseil Economique et Social est d'avis que les obligations existantes devraient rester de la compétence de la commune.

x) 251 paroisses

15 doyennés dont la cathédrale

2327. Les activités sportives et culturelles

De l'avis du Conseil Economique et Social les points suivants méritent d'être soulignés.

- Une initiation réelle dans ce domaine serait à généraliser, sous la compétence de la commune, dans les écoles primaires. Un cadre général, à définir par le pouvoir central au niveau de la région, aurait à fixer les critères à appliquer et devrait prévoir les moyens adéquats pour développer ces activités.

- Le rôle des communes en matière d'activités extra-scolaires serait en outre à développer par des initiatives propres ou par la promotion d'initiatives collectives. La réduction du nombre des communes pourrait à la fois favoriser de telles initiatives et freiner la multiplication excessive de celles-ci.

- Si la conservation et la coordination de la sauvegarde des monuments nationaux sont plutôt du ressort du Gouvernement central qui dispose des moyens légaux, la commune aura à faire respecter l'avoir national situé sur son territoire.

233. Le domaine économique

- Les vues du Conseil Economique et Social dans le domaine économique sont les suivantes :

- en matière d'implantation industrielle, le principe d'une coordination de l'aménagement et du financement à l'échelon national devrait être maintenu. Toute nouvelle implantation serait à concevoir de façon à ce qu'elle s'inscrive harmonieusement dans le cadre du plan général de l'aménagement du territoire. Il appartiendra ensuite à la commune de faire respecter par l'entrepreneur l'ensemble des obligations qui lui incombent, notamment en matière de pollution. La commune sera également tenue de trouver des solutions appropriées aux problèmes sociaux et culturels qui pourraient éventuellement résulter d'une telle implantation.

L'obligation de la commune de pourvoir à la seule alimentation en eau potable, devrait être étendue à la construction de la canalisation et à l'alimentation en énergie. Aucun permis de construire ne devrait pouvoir être accordé sans que ces obligations soient remplies. La conception d'ensemble de ces réalisations serait à arrêter à un niveau régional, voire national.

- En matière de contrôle des prix, les communes devraient veiller à ce que l'application des missions leurs dévolues de par la loi soit effective et efficace.

- En matière de transport de marchandises et de personnes la conception et la coordination devraient se faire au niveau national.

24. Les finances communales

Toujours animé par le souci de voir objectiver les débats et d'avoir une vue réaliste des choses, le Conseil Economique et Social a fait une analyse approfondie de la situation financière des communes, afin de pouvoir se rendre compte si ces dernières sont mises à même d'assumer les tâches qui leur sont dévolues tant dans leur consistance actuelle que dans une structure réformée par les opérations de fusion préconisées.

A cet effet, le Conseil Economique et Social a opéré un échantillonnage représentatif ^{x)} en prenant comme objet de son examen afférent les six communes les plus importantes du pays ainsi que deux communes pour chaque échelon du nombre de la population communale de moins de 500, de 500 à 1.000, de 1.000 à 3.000, de 3.000 à 5.000 et de 5.000 à 10.000 personnes, en veillant à ce qu'y soient représentés toutes les régions du pays de même que les différents types de communes tels que les communes rurales, urbaines, dortoirs, industrielles, touristiques et mixtes.

Pour chacune de ces communes, les comptes et budgets des années 1968 à 1972 ont été analysés de manière à en faire ressortir les principales catégories de leurs recettes et dépenses tant ordinaires qu'extraordinaires, exprimées en chiffres absolus, en montants par tête d'habitant et en pour-cent par rapport à leurs totaux respectifs.

Or, cet examen a permis d'en tirer les conclusions suivantes :

- Toutes les communes disposent d'un large excédent de leurs recettes ordinaires sur leurs dépenses ordinaires, si bien qu'il peut être affirmé qu'elles sont parfaitement en mesure de faire face non seulement à leurs devoirs courants actuels, mais encore de satisfaire des besoins d'investissements soit par le recours aux excédents du budget ordinaire, soit par le recours à l'emprunt.

x) voir annexe 2

Si les villes de Luxembourg et d'Esch-sur-Alzette sont à ce titre relativement moins bien loties que les autres communes, c'est que la première, tout en devant assumer des charges propres à celles d'une capitale, est dotée d'un appareil purement administratif dont l'ampleur est contestée, et c'est que les deux villes en cause assurent des services plus nombreux et plus variés que les autres.

Mais le fait même qu'en présence de ces particularités, les deux entités en cause réussissent néanmoins à boucler leurs comptes sans trop de mal, démontre que les autres communes, à les supposer réunies dans des entités plus grandes, ne s'en trouveraient nullement mises en déficit, mais pourraient à leur tour utiliser la somme des excédents de leurs revenus pour améliorer la quantité et la qualité de leurs services ainsi que leur infrastructure d'ordre local.

Il ne faut, certes, pas s'attendre à ce qu'il s'en suive même nécessairement une amélioration de la situation financière des communes nouvellement constituées par rapport à celle de l'ensemble des anciennes communes ainsi réunies, alors qu'une administration améliorée est normalement plus chère qu'un appareil administratif rudimentaire. Cela n'empêche cependant pas qu'à long terme il devrait pouvoir être réalisé des économies d'échelle dans la prestation de toute une série de services et dans la réalisation de certains éléments d'infrastructure.

Aussi la situation financière des communes devrait-elle constituer plutôt un argument pour et non un empêchement de la fusion des communes.

- La structure des recettes des communes fait apparaître qu'elles sont approvisionnées en majeure partie en liquidités grâce à des impôts qui leur sont soit assurés par des lois édictées par le pouvoir central (l'impôt commercial communal, en ce compris l'impôt sur le total des salaires, l'impôt foncier), soit recouvrés par l'Etat (l'impôt commercial) voire simplement rétrocédés par l'Etat (subventions, participation à l'impôt sur le revenu, à la taxe sur la valeur ajoutée, à l'impôt sur les véhicules automoteurs, au fonds communal). Aussi, si l'on fait

abstraction des taxes rémunératrices de services effectivement rendus, la fiscalité communale mise en oeuvre à la seule initiative des communes est-elle d'importance relativement minime.

Ce fait ne va pas sans soulever des problèmes, en ce que l'autonomie communale en matière financière se limite en fait à la liberté d'engager des dépenses, sans pour autant devoir en assurer le financement. Il s'en suit, sinon une tendance à la facilité incompatible avec l'ordre des priorités à respecter sur le plan national, le risque d'un traitement différencié des citoyens des différentes communes sur le plan local, alors même que les moyens afférents proviennent de la fiscalité générale.

Aussi se justifierait-il de lier davantage la compétence des autorités communales dans les différents domaines de leurs activités, de manière à leur faire respecter certains critères en matière de dépenses communales, la surveillance de l'observation de ces critères étant certainement facilitée si le nombre des communes se trouvait réduit davantage. Il en serait plus particulièrement ainsi en matière d'investissements publics.

- Dans la limite, restreinte il est vrai, de la liberté de disposition abandonnée aux communes à l'effet de déterminer leurs recettes, on constate des différences dictées par des contraintes et considérations diverses.

C'est ainsi que les taux communaux en matière d'impôt foncier et d'impôt commercial varient souvent d'une commune à une autre, ce qui a pour effet que des biens et activités de même nature sont différemment taxés suivant le lieu de leur localisation ou de leur exercice. Ceci ne va pas sans choquer l'équité, alors même qu'on n'est pas en présence d'une discrimination fiscale proprement dite.

Au regard de cette même équité, il faut également déplorer le fait que les taxes rémunératrices, au lieu d'être fixées en principe de manière à représenter la contre-partie tant soit peu exacte du service rendu, sont souvent utilisées à des fins

fiscales ou modulées en fonction d'autres considérations, ce qui a de nouveau pour effet de faire payer aux citoyens des communes pour un même service un prix différent. S'il existe une justification pour ce faire dans la différence du coût de ce service provenant de conditions locales particulières, cet état de fait se trouverait cependant certainement atténué dans le sens d'une harmonisation des coûts, si le service en cause était fourni par des entités plus larges et comparables entre elles.

Une fusion des communes ne manquerait dès lors pas de mieux équilibrer le poids des impôts communaux et les taxes rémunératrices des services locaux.

- Dans le cadre des impôts communaux régis par la loi, l'impôt commercial communal avec ses trois branches grevant respectivement les capitaux et les revenus d'exploitation ainsi que la somme des salaires, prend, par rapport à l'impôt foncier, une proportion anormale. En effet, en tant qu'impôts réels devant ni frapper les contribuables en fonction de leurs facultés contributives, ni constituer la contrepartie de services rendus, mais contre-balancer les charges générales qui résultent pour la commune de l'existence sur son territoire d'entreprises et d'immeubles, les impôts commercial et foncier ont des rendements par trop différents, à telle enseigne que si l'impôt foncier se trouve en disproportion avec les charges assumées par la commune au titre des propriétés foncières, l'impôt commercial laisse à la commune un bénéfice net. Pour illustrer ce fait, on n'a qu'à prendre pour témoin la détermination des autorités communales à favoriser l'implantation d'entreprises sur leur territoire, alors que par contre les frais en relation avec l'infrastructure pour la desserte des terrains et maisons est toujours une opération déficitaire pour les finances communales.

Ce fait ne crée pas seulement des disparités entre les différentes communes, suivant qu'elles disposent ou non d'entreprises, mais risque encore d'entraver la mise en oeuvre de l'aménagement du territoire en raison de la résistance y opposée par considération de la situation financière privilégiée ou défavorisée dont jouissent différents types de communes.

Aussi faudrait-il remanier la fiscalité communale de manière à mettre fin ou à atténuer cet état de choses. En tout cas, la fusion des communes contribuerait à améliorer la situation dans la mesure où il en résulterait des communes à structure plus équilibrée.

- On ne laisse pas d'être impressionné aussi par le fait que l'endettement des communes se trouve très inégalement réparti entre elles. En effet, tandis que certaines d'entre elles ont très largement fait appel au crédit à moyen et à long terme, sans que toutefois le service de leur dette prenne déjà des proportions anormales, d'autres n'y ont aucun recours, soit que les excédents de leur budget ordinaire leur permettent de financer leur budget extraordinaire, soit qu'elles répugnent à utiliser l'emprunt pour faire face à des besoins d'investissement.

Cet état de choses préjudiciable à la fois à une gestion coordonnée des finances publiques et à une harmonisation des situations des citoyens sur le plan communal, doit certainement être attribué pour une très large part à la multiplication des centres de décision compétents en la matière, et auquel il pourrait être dès lors adéquatement remédié par une fusion des communes.

- Il est compréhensible qu'en présence de l'état actuel des finances communales, caractérisé par leur relative aisance, tant du point de vue du résultat de leurs budgets que pour ce qui est des facilités offertes par l'Etat, les communes n'y trouvent pas d'incitation à leur fusion.

Il n'en reste pas moins que cette situation est l'oeuvre du pouvoir central, surtout depuis que ce dernier a considérablement augmenté la participation des communes au rendement des impôts de l'Etat et ce en vertu des lois budgétaires dont la durée de validité est limitée à un an.

Dans ces conditions, il saute aux yeux que lorsque la fusion des communes est jugée opportune, il faudra recréer les conditions propices à une telle opération, non pas en augmentant davantage

encore les transferts aux communes, mais en subordonnant à la fusion de celles-ci la continuité de l'octroi des dotations budgétaires au profit des communes.

3. CES COLLECTIVITES SONT-ELLES A MEME DE REMPLIR LEURS MISSIONS
DANS LES CONDITIONS VOULUES?

- Le Conseil Economique et Social a constaté que la délimitation des domaines de compétence des communes, ainsi qu'elle avait été prévue par la loi, a perdu de sa précision et n'a pas été adaptée à l'évolution des faits. En effet, les communes ont profité et dans le cadre de l'autonomie communale et à la suite de l'attitude libérale générale du pouvoir central, notamment en ce qui concerne sa tutelle de surveillance et de contrôle, d'une liberté d'action qui n'était plus en rapport avec les structures juridiques initiales. Il en est résulté une appréciation différente des degrés d'importance que les communes assignaient aux diverses tâches qui leurs incombaient de façon que l'exécution d'une gestion saine et rationnelle était lourdement grevée dans son approche globale. Il s'y ajoute que l'exiguïté de notre territoire ne justifie plus une décentralisation administrative telle qu'elle existe actuellement dans notre pays.

- En outre, dans son analyse critique (sub 231, 232 et 233), le Conseil Economique et Social, en examinant les tâches imparties aux communes de par la loi, et en supposant celles-ci légalement précisées dans le sens des vues du Conseil dans les domaines politique, administratif, social, culturel et économique, aboutit à la conclusion que dans le cadre de la constellation actuelle nos communes ne sont pas à même de remplir efficacement leurs missions ainsi redéfinies.

Voilà pourquoi un regroupement des 126 communes existantes, effectué, non pas selon une conception administrative surannée, mais d'après des considérations socio-économiques tenant compte des réalités actuelles, permettra de réaliser les objectifs à atteindre, objectifs, qui, à l'heure actuelle, ne le sont que partiellement et imparfaitement dans la plupart des cas. Aussi le regroupement communal permettra-t-il une amélioration de la gestion et du rendement des services publics locaux, une répartition plus équitable des charges entre les citoyens, enfin, une rationalisation de la politique des équipements publics locaux.

- Si l'on constate par ailleurs que la situation financière de nos communes, ainsi qu'elle a été décrite dans le chapitre 24, fait ressortir un large excédent des recettes ordinaires sur les dépenses ordinaires, et même si l'on considère que les villes de Luxembourg et d'Esch-sur-Alzette sont relativement moins bien loties que les autres communes, l'on peut affirmer, que dans l'ensemble elles sont à même de faire face non seulement aux devoirs courants actuels, mais qu'elles peuvent en outre satisfaire d'autres besoins d'investissements, soit par le recours aux excédents du budget ordinaire, soit par le recours à l'emprunt.

Même si la fusion des communes n'entraîne pas nécessairement un allègement de la charge financière communale, la situation nouvellement créée devrait néanmoins permettre à toutes les communes de faire face à leurs obligations redéfinies à la lumière de l'analyse critique sub. 2.

Pour toutes ces raisons, le Conseil Economique et Social plaide en faveur d'une fusion des communes afin que ces collectivités puissent être mises à même de remplir leurs missions dans les conditions voulues.

Aussi, dans un prochain chapitre, le Conseil Economique et Social sera-t-il amené à analyser cette fusion des communes en se basant sur les expériences de l'étranger, en examinant les actions prévues par le Gouvernement et en se prononçant sur les préalables à la réalisation d'une telle fusion au Grand-Duché.

4. LA REALISATION DE LA FUSION DES COMMUNES

41. L'expérience de l'étranger

- D'une récente enquête, effectuée dans le cadre du Conseil de l'Europe, il ressort que le renforcement des structures communales constitue un problème qui intéresse et qui préoccupe la plupart des pays consultés.

Aussi assiste-t-on, les dernières années, à de nombreuses réformes, réformes qui sont déjà réalisées, qui sont en train d'être achevées ou qui sont en voie de réalisation et qui prévoient, par le biais d'un regroupement des communes, d'importants changements au niveau des structures administratives, en créant les conditions voulues afin que les communes puissent être mises à même de remplir leurs missions.

- En analysant les différents critères évoqués pour la réalisation d'une telle fusion, notamment les critères géographique, topographique, démographique, social, économique et administratif, l'on constate que c'est surtout l'appréciation du critère démographique qui joue dans tous les pays, les autres critères faisant l'objet d'appréciations différenciées. La fourchette de ce critère démographique se situe, en effet, entre un minimum allant, en combinaison avec le critère topographique, de 1.500 à 2.500 habitants et un optimum de 8.000 à 10.000 habitants ^{x)}.

x) Autriche	}	minimum	1.500 habitants
Belgique			
Suisse			

Allemagne : optimum 5.000 - 10.000 habitants

Norvège : optimum 8.000 habitants

Suède : optimum 5.000 - 10.000 habitants

- L'on constate, par ailleurs, que dans la plupart des pays, il revient au Gouvernement et aux instances législatives de juger de l'opportunité des fusions à réaliser. Ces fusions, conçues suivant un schéma préétabli, doivent devenir effectives; elles seront imposées par voie coercitive, si elles ne se sont pas réalisées, après une certaine période, sur une base volontaire. En fait, l'expérience démontre que les essais de fusions volontaires n'ont pas donné de résultats tangibles.

- Il a également été retenu que dans la plupart des cas où des fusions ont été effectuées, le recul nécessaire pour juger du résultat des réformes réalisées, n'est pas suffisant.

Les seules conclusions qu'il est permis de tirer, d'ores et déjà, font ressortir que la fusion des communes n'a pas amené nécessairement une réduction du coût de fonctionnement; par contre l'effet des fusions a été suivi d'une amélioration non négligeable de la gamme et de la qualité des services publics fournis par les administrations communales, ce qui constitue, sans aucun doute, un des objectifs principaux poursuivis.

42. La thèse et les actions du Gouvernement

- En avril 1971, le Ministre de l'Intérieur institua une commission composée de fonctionnaires du Ministère de l'Intérieur ou relevant de ce département et la chargea d'étudier l'ensemble des problèmes relatifs au regroupement et à la coopération des communes. La commission aboutit à la conclusion que la fusion des communes était l'objectif à atteindre.

- Le 15 octobre 1971, le Ministre de l'Intérieur soumit au Gouvernement en Conseil les conclusions de la commission prémentionnée. Celui-ci chargea le Ministre compétent de nommer une commission, composée d'experts gouvernementaux de tous les ministères intéressés, afin d'élaborer un schéma provisoire divisant le pays en secteurs de coopération.

Les experts gouvernementaux terminèrent leur travail en juin 1972. Ils proposèrent deux schémas prévoyant respectivement 34 (schéma A) et 30 (schéma B) communes en s'inspirant pour ce faire des critères ci-après :

- " . les nouvelles communes à créer devraient disposer :
 - d'une population minimum de 2.500 à 3.000 habitants et
 - d'un territoire minimum d'environ 5.000 ha;
- . les voies de communication entre les différentes localités et le centre devraient être commodés et pas trop longues;
- . la commune devrait s'insérer, si possible, dans un cadre topographique et géographique (par exemple le bassin de réception d'un cours d'eau, ce qui faciliterait les problèmes d'assainissement);
- . une restructuration des communes, situées autour des centres industriels, nouveaux ou anciens, devrait permettre à ceux-ci de disposer de terrains industriels ou résidentiels suffisants pour ne pas entraver leur développement futur et permettre également un meilleur équilibre entre les charges et recettes en rapport avec ces entreprises;
- . dans le domaine scolaire, s'il n'est pas possible dans une période de transition de faire coïncider les exigences du secteur scolaire (primaire et préscolaire) avec les possibilités de la commune, ce but serait à rechercher à long terme. Il faudrait à cet effet que la commune nouvelle ait dans le primaire 300 élèves, avec un minimum absolu de 150 et dans le préscolaire 100 enfants avec un minimum absolu de 50.
En plus le transport scolaire ne devrait pas dépasser 15 km environ;
- . afin d'éviter des investissements publics inutiles, il faudrait regrouper les petites communes autour de centres déjà pourvus entièrement ou partiellement d'équipements scolaire, sanitaire, administratif, culturel et sportif".

- En septembre 1972, le Ministre de l'Intérieur saisit le Gouvernement des conclusions du groupe d'experts. Celui-ci décida de soumettre les schémas et un questionnaire aux administrations communales pour que celles-ci puissent formuler leurs observations dans un délai de six mois, c'est-à-dire jusqu'au 31 mars 1973.

- Il en est résulté que :

- . 114 communes, sur un total de 126, ont fait parvenir, par l'intermédiaire des commissaires de districts, leurs réponses afférentes au Département de l'Intérieur.
- . 74 municipalités marquent leur accord de principe sur le regroupement des communes.
- . 40 sont opposées à tout regroupement et ont émis un avis négatif.
- . Parmi les 74 communes qui ont marqué leur accord de principe au regroupement des communes, 23 se déclarent prêtes à fusionner d'après le schéma A et 21 d'après le schéma B.^{x)} 38 municipalités ont marqué leur accord de principe à un regroupement général des communes sans accepter cependant les solutions préconisées par les experts gouvernementaux. La plupart de ces municipalités formulèrent des contre-propositions.

L'essentiel des motivations a été résumé comme suit :

- . information insuffisante;
- . défaut ou manque d'avantages résultant de la fusion;
- . absence d'un mandat ad hoc dans le chef des édiles communaux;
- . viabilité de la commune dans son état actuel.

- Sans vouloir discuter plus en détail les motivations des conseils communaux qui les ont incités à se prononcer pour ou contre la fusion des communes, et en tenant compte du fait qu'une telle fusion devait se réaliser sur une base volontaire, le Conseil Economique et Social estime que le résultat d'ensemble de cette consultation est plutôt décevant quant au but visé.

x) y sont comprises, les 8 communes qui acceptent les deux solutions.

- A la suite du changement de Gouvernement, intervenu en juin 1974, les actions préconisées se situeront, suivant la déclaration gouvernementale du 4 juillet 1974, à deux niveaux, à savoir celui de la fusion et celui de la coopération intercommunale.

. Pour éviter que la fusion des communes ne se fasse de façon désordonnée, une loi-cadre sera soumise au Parlement. Celle-ci réglera notamment les problèmes ayant trait à la représentation locale, au système électoral, à la possibilité d'un référendum préalable, au reclassement du personnel et à l'aide financière.

Un schéma unique concernant le regroupement et la coopération au niveau communal sera élaboré. Dans une première étape, cette fusion sera réalisée sur une base volontaire, elle pourra être coercitive par la suite, le détail de chaque fusion faisant l'objet d'une loi spéciale.

. Aux fins d'encourager la coopération intercommunale, la loi modifiée du 14 février 1900 sur les syndicats de communes sera revue et adaptée aux nouvelles exigences.

- A la lumière de la première ébauche de fusion, préconisée par l'ancienne coalition gouvernementale, et des conceptions nouvelles en la matière, le Conseil Economique et Social se propose d'exposer ses vues dans le chapitre suivant.

5. LES PROPOSITIONS DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

51. L'approche générale

- Convaincu que le seul préalable à une fusion des communes est la volonté politique de la réaliser, cela à tous les niveaux, le Conseil Economique et Social estime qu'il sera indispensable qu'une information objective, qu'elle émane du pouvoir central ou des autorités communales, soit faite de telle façon que les vues du "pays légal" tiennent essentiellement compte des aspirations du "pays réel". Aussi s'agira-t-il de ne pas mettre en exergue des propos qui, en réalité, constituent de faux arguments, et qui font abstraction du but final visé, celui d'une organisation plus rationnelle et plus efficace des institutions existantes.

- Le Conseil Economique et Social constate, par ailleurs, que si la fusion des communes ne doit pas nécessairement aller de pair avec une révision de la loi communale, une action isolée, concernant uniquement la fusion, ne peut cependant pas porter tous les fruits escomptés, si une révision correspondante de la loi communale n'est pas envisagée. De même on ne saurait négliger la nécessité d'une redéfinition, dans tous les domaines, des missions des communes pour les adapter aux exigences de notre époque.

- En outre, en se référant aux expériences de l'étranger, le Conseil Economique et Social est convaincu, que seule une action coercitive, précédée éventuellement d'une période pendant laquelle un regroupement des communes sur une base volontaire est possible, permettra de mener à bien une fusion de nos communes qui tienne uniquement compte du bien-être général.

En fin de compte, le Conseil Economique et Social est d'avis, qu'aussi bien les ébauches du Gouvernement précédent, que les réformes envisagées actuellement, bien que plus générales, mais où l'action coercitive n'est pas expressément retenue et où la réalisation de la fusion, au lieu de se situer dans un cadre général, fera uniquement l'objet d'une réglementation de cas en cas, constituent une approche peu efficace du problème qui par conséquent ne saurait être approuvée par le Conseil Economique et Social.

52. L'approche spécifique

Y seront exposés brièvement les critères suivants :

- Le critère de l'existence et de la configuration du canton;
- le critère démographique;
- le critère des distances;
- le critère de l'organisation scolaire.

521. Le critère de l'existence et de la configuration du canton

L'existence de la subdivision du pays en cantons, même si cette subdivision venait à disparaître, exprime, aux yeux du Conseil Economique et Social, une réalité sociologique, le chef-lieu du canton constituant, en effet, du fait de sa position centrale, un carrefour administratif et économique, qui, dans l'hypothèse de travail du Conseil Economique et Social, pourrait être considéré comme base de départ au regroupement des collectivités locales existantes.

Aussi le Conseil Economique et Social est-il d'avis que les 12 chefs-lieux de canton devraient constituer, en raison de leur fonction de centre de gravité, le noyau principal des nouvelles municipalités à créer, quitte à subdiviser le canton en plusieurs autres entités, s'il s'avérait nécessaire de ce faire pour des raisons démographiques, économiques ou topographiques.

En considérant cette approche, le Conseil Economique et Social, sans préjuger de la délimitation exacte des nouveaux secteurs de coopération, estime que le nombre de 30 communes devrait constituer un maximum.

522. Le critère démographique

Si le groupe d'experts gouvernementaux institué par arrêté ministériel du 23 novembre 1971 s'est prononcé en faveur d'une population minimum par commune entre 2.500 et 3.000 habitants, le Conseil Economique et Social pencherait plutôt pour une population communale s'élevant ~~de~~ 5.000 habitants. Ce chiffre ne pourrait cependant être réduit que pour celles des communes où notamment le critère topographique ne permettrait pas d'atteindre ce nombre.

523. Le critère des distances

En considérant les distances séparant, à l'intérieur de chacun des 12 cantons, la localité la plus éloignée de son chef-lieu, le Conseil Economique et Social constate que celles-ci se situent entre un maximum d'environ 23 km (cantons de Grevenmacher et de Clervaux) et un minimum d'environ 10 km, la moyenne étant d'environ 16 km. Si l'on considère que des cantons devront faire l'objet d'une subdivision, l'on peut estimer que dans la nouvelle configuration de la carte géographique de nos communes, la distance maximum séparant le chef-lieu de la commune de la localité la plus éloignée sera inférieure à 10 km, distance, qui, d'après les vues du Conseil Economique et Social, constitue une norme acceptable.

524. Le critère de l'organisation scolaire

Dans son chapitre sub 2325 sur l'enseignement, le Conseil Economique et Social a souligné que certaines réformes en matière d'enseignement n'étaient concevables que sur la base d'unités scolaires plus grandes. Or, en analysant les effectifs des élèves par commune dans l'enseignement primaire, public et privé pour l'année 1972/73, l'on constate que 81% des communes ont moins de 300 élèves, environ 51% ont moins de 90 élèves et environ 20% ont moins de 50 élèves.

Quant à lui, le Conseil Economique et Social estime que le critère à envisager, au niveau communal, en matière scolaire, ne devrait pas être inférieur à 300. Si pour d'autres raisons cet effectif ne pouvait être atteint au niveau des communes fu-

6. LA CONCLUSION

Le Conseil Economique et Social, sur le vu des considérations exposées dans le présent avis, et procédant de sa propre compétence, estime qu'une fusion des communes s'impose à brève échéance, c'est-à-dire au courant de la présente législature.

Le Conseil Economique et Social se doit toutefois de constater qu'une fusion des communes, visant une organisation plus rationnelle et plus efficace des institutions existantes est uniquement possible, si elle se situe dans un cadre général, prévoyant la possibilité de la réaliser par voie coercitive.

Il n'est pas moins évident que le recours à de telles procédures présuppose la volonté politique de s'engager résolument dans cette voie. Le Conseil Economique et Social espère, par son initiative en la matière, avoir contribué à la formation de cette volonté, et ce dans l'intérêt majeur du pays.

Résultat du vote :

Membres présents :	27
ont voté pour :	27
ont voté contre :	-
abstentions :	-

Le Secrétaire Général

Le Président

Jean Moulin

Antoine Weiss

Luxembourg, le 16 juillet 1974

ANNEXE 1

LA LEGISLATION

LA LEGISLATION

- Décret du 14 décembre 1789 relatif à la constitution des municipalités.
- Décret du 16 - 24 août 1790 sur l'organisation judiciaire.
- Décret du 19 - 21 juillet 1791 relatif à l'organisation d'une police municipale et correctionnelle.
- Décret du 20 octobre 1795 sur la police intérieure des communes.
- Loi concernant l'Assistance Publique :
 - . sur les hospices 7 octobre 1796
 - . l'administration des pauvres 28 mars 1805
 - . bureaux de bienfaisance 11 décembre 1846
 - . domicile de secours 28 mai 1897
 - . dons et legs.
- Loi du 24 février 1843 sur l'organisation communale et des districts. (Mém. 1843, p. 217 - Pasin. 1843, p. 360)
- Loi du 23 septembre 1847 sur le règlement des comptes des communes et des établissements publics. (Mém. 1848, p. 25 - Pasin. 1847, p. 703)
- Loi du 4 avril 1851 établissant un canton de justice de paix à Vianden. (Mém. 1851, p. 293 - Pasin. 1851, p. 266)
- Loi du 15 novembre 1854 sur la composition des conseils communaux. (Mém. 1854, p. 101 - Pasin. 1854, p. 566)
- Constitution : Chapitre IX: Des communes.
17 octobre 1868
- Arrêté royal grand-ducal du 17 juin 1872 concernant le régime de certains établissements industriels.

- Loi du 8 juin 1898 concernant les cautionnements fournis en titre au porteur par les comptables des communes et établissements publics.
- Loi du 1er juillet 1901 concernant les traitements des secrétaires communaux .(Mém. 1901, p. 513 - Pasin. 1901, p. 229)
- Loi du 2 mai 1913 concernant la mise en état, l'entretien et l'ameublement des locaux de justices de paix .
(Mém. 1913, p. 481 - Pasin. 1913, p. 292)
- Loi du 20 juin 1919 sur les droits et devoirs des fonctionnaires et employés communaux.(Mém. 1919, p. 681 - Pasin. 1919, p. 372)
- Loi du 1er août 1919 concernant les cautionnements des receveurs des communes, des syndicats de communes, des hospices et des bureaux de bienfaisance.(Mém. 1919, p. 805 - Pasin. 1919, p. 386)
- Loi du 6 avril 1920 portant réorganisation du service de contrôle des caisses et de la comptabilité des communes et des établissements publics.(Mém. 1920, p. 411 - Pasin. 1920 p. 566)
- Loi du 31 juillet 1924 concernant la modification de la loi électorale, telle qu'elle a été modifiée. (Mém. 1924, p. 497- Pasin. 1924, p. 911)
- Loi du 27 novembre 1926 portant modification de l'article 25 de la loi communale du 24 février 1843 concernant le mode de computation de la majorité dans le vote des conseillers communaux .(Mém. 1926, p. 871 - Pasin. 1926, p. 407)
- Loi du 23 août 1927 concernant le règlement des traitements et des pensions des employés communaux
- Loi du 29 juillet 1930 concernant l'étatisation de la police locale .(Mém. 1930, p. 933 - Pasin. 1930, p. 426)

- Loi du 23 mai 1932 concernant la simplification des services communaux. (Mém. 1932, p. 371 - Pasin. 1932, p. 746)
- Loi du 12 juin 1937 concernant l'aménagement des villes et autres agglomérations importantes.
- Loi du 25 juillet 1947 portant augmentation du taux des amendes à prononcer par les tribunaux répressifs. (Mém. 1947, p. 741 - Pasin. 1947, p. 493)
- Loi du 28 juillet 1954 portant révision générale des traitements et pensions des fonctionnaires et employés des communes, syndicats de communes et établissements publics placés sous la surveillance des communes et syndicats de communes. (Mém. 1954, p. 1245 - Pasin. 1954, p. 315)
- Loi du 14 février 1900, modifiée par la loi du 29 décembre 1958, concernant la création de syndicats des communes.
- Loi du 8 février 1961 portant organisation du Conseil d'Etat. (Mém. 1961, p. 73 - Pasin. 1961, p. 29)
- Loi du 10 juillet 1963 ayant pour objet de modifier certaines dispositions de la loi électorale du 31 juillet 1924 et de compléter la loi communale du 24 février 1843. (Mém. A 1963, p. 688 - Pasin. 1963, p. 268)
- Règlement grand-ducal du 4 avril 1964 portant assimilation des traitements des fonctionnaires des communes, syndicats de communes et établissements publics, placés sous la surveillance des communes, à ceux des fonctionnaires de l'Etat.
- Loi du 12 mai 1964 ayant pour objet de remplacer les articles 68, 70, 71 et 74 de la loi du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire et de modifier l'article 1er de la loi du 26 mai 1954, réglant les pensions des fonctionnaires de l'Etat. (Mém. A 1964, p. 854 - Pasin. 1964, p. 246)
- Loi du 7 janvier 1965 portant réunion des sections des communes en une seule section de comptabilité. (Mém. A 1965, p. 19 - Pasin. 1965, p. 22)

- . Loi du 29 juillet 1965 concernant la conservation de la nature et des ressources naturelles.
- . Loi du 29 juin 1967 concernant l'organisation militaire.
- . Loi du 1er avril 1968 ayant pour objet de supprimer la réglementation officielle de la prostitution et de renforcer la lutte contre la prostitution et le proxénétisme, (Mém. A 1968, p. 255 - Pasin. 1968, p. 317).
- . Loi du 19 mars 1969 portant modification de certaines dispositions du mode d'instruction criminelle visant la police judiciaire et le flagrant délit et abrogation de l'article de la loi du 23 juillet 1952.
- . Loi du 15 juillet 1969 portant réorganisation des secrétariats des commissariats de district.
- . Loi du 4 juillet 1973 portant réorganisation de l'administration des Eaux et Forêts.
- . Loi du 31 juillet 1973 modifiant la loi du 31 juillet 1924 concernant la modification de la loi électorale.

ANNEXE 2

1. L'EVOLUTION DU BUDGET DE QUELQUES COMMUNES TYPES
DE 1968 - 1972.
2. LE BUDGET PAR TETE D'HABITANT EN 1970.

A) LUXEMBOURG

Population au 31 décembre 1970 : 76.143

unité : million de francs
pourcentage

	1968	
	mio	%
- Recettes ordinaires	1.016,80	100%
• Impôts de l'Etat	128,36	12,6
• Autres allocations de l'Etat (Fonds communal, subventions de fonctionnement etc.)	109,20	10,7
• Impôt foncier	50,12	4,9
• Impôt commercial	212,24	21,2
• Impôt total des salaires	54,35	5,4
• Taxes communales	42,87	4,2
• Autres recettes ordinaires (bois, propriétés etc.)	33,64	3,3
- Dépenses ordinaires	892,41	100%
• Administration générale	117,67	13,2
• Police, incendie, salubrité publique	49,34	5,5
• Bâtiments, voirie	38,41	4,3
• Instruction publique	113,09	12,7
• Frais de culte	2,72	0,3
• Assistance publique	7,29	0,8
• Sécurité sociale	130,30	14,6
• Dette communale	83,07	9,3
• Autres dépenses ordinaires	2,92	0,3
- Recettes extraordinaires	453,42	100%
• Emprunts nouveaux	400,00	88,2
• Recettes propres (coupes extraordinaires etc.)	19,07	4,2
• Subventions et allocations de l'Etat	34,35	7,6
- Dépenses extraordinaires	166,81	100%
• Remboursements d'emprunts		
• Travaux et installations extraordinaires	125,01	74,9
• Autres dépenses extraordinaires	41,80	25,1

Population au 31 décembre 1970 : 76.143

Unité : million de francs
pourcentage

	1969		1970		1971		1972	
	mio	%	mio	%	mio	%	mio	%
- Recettes ordinaires								
Total	4.124,78	100 %	4.263,23	100 %	4.357,13	100 %	4.327,64	100 %
Impôts de l'Etat	144,64	3,5	167,98	3,9	212,77	4,9	210,50	4,8
Autres allocations de l'Etat (Fonds communal, subventions de fonctionnement etc.)	100,57	2,4	110,44	2,6	95,81	2,2	89,42	2,1
Impôt foncier	52,40	1,3	52,74	1,2	54,85	1,3	55,70	1,3
Impôt commercial	27,15	0,7	32,12	0,8	33,28	0,8	29,00	0,7
Impôt total des salaires	57,46	1,4	66,46	1,6	76,74	1,8	73,00	1,7
Taxes communales	45,82	1,1	49,63	1,2	53,25	1,2	54,82	1,3
Autres recettes ordinaires (bois, propriétés etc.)	36,33	0,9	45,16	1,1	46,15	1,1	44,20	1,0
- Dépenses ordinaires								
Total	967,81	100 %	1.037,55	100 %	1.214,86	100 %	1.345,43	100 %
Administration générale	109,44	11,3	137,17	13,2	161,60	13,3	164,95	12,3
Police, incendie, salubrité publique	49,66	5,1	56,49	5,4	60,62	5,0	137,34	10,2
Bâtiments, voirie	406,63	42,0	453,34	43,6	570,17	46,9	637,72	47,8
Instruction publique	138,13	14,3	168,04	16,1	153,37	12,6	159,50	11,9
Frais de culte	1,82	0,2	2,81	0,3	3,21	0,3	4,07	0,3
Assistance publique	7,18	0,8	8,51	0,8	8,50	0,7	8,79	0,7
Sécurité sociale	132,04	13,7	140,65	13,6	159,35	13,1	172,92	13,1
Dette communale	109,70	11,3	116,65	11,2	109,06	9,0	109,03	8,1
Autres dépenses ordinaires	12,61	1,3	13,91	1,4	21,48	1,8	20,30	1,6
- Recettes extraordinaires								
Total	40,54	100 %	53,95	100 %	22,33	100 %	652,20	100 %
Emprunts nouveaux	10,00	24,6	15,00	27,8	—	—	620,00	92,9
Recettes propres (coupes extraordinaires etc.)	14,01	34,6	33,47	62,0	15,14	67,9	29,35	4,4
Subventions et allocations de l'Etat	19,56	48,3	54,8	102,1	7,85	34,7	17,55	2,7
- Dépenses extraordinaires								
Total	165,71	100 %	172,31	100 %	269,65	100 %	490,72	100 %
Remboursements d'emprunts	—	—	—	—	—	—	—	—
Travaux et installations extraordinaires	135,11	81,5	116,99	67,7	186,02	69,0	422,07	85,6
Autres dépenses extraordinaires	30,60	18,5	55,82	32,3	83,63	31,0	70,65	14,4

Population au 31 décembre 1970 : 27.575

unité : million de francs
pourcentage

	1968	
	mio	%
- Recettes ordinaires	269,08	100%
Impôts de l'Etat	44,63	16,6
Autres allocations de l'Etat (Fonds communal, subventions de fonctionnement etc.)	31,36	11,7
Impôt foncier	18,86	7,0
Impôt commercial	68,73	25,5
Impôt total des salaires	24,82	9,2
Taxes communales	61,70	22,9
Autres recettes ordinaires (bois, propriétés etc.)	18,95	7,1
- Dépenses ordinaires	228,92	100%
Administration générale	12,40	5,4
Police, incendie, salubrité publique	7,30	3,2
Bâtiments, voirie	11,96	4,9
Instruction publique	22,66	9,9
Frais de culte	0,31	0,1
Assistance publique	11,50	5,0
Sécurité sociale	24,42	10,7
Dettes communales	34,75	15,2
Autres dépenses ordinaires	2,62	1,1
- Recettes extraordinaires	32,79	100%
Emprunts nouveaux	15,00	45,8
Recettes propres (coupes extraordinaires etc.)	5,88	17,9
Subventions et allocations de l'Etat	17,91	54,3
- Dépenses extraordinaires	51,36	100%
Remboursements d'emprunts	—	—
Travaux et installations extraordinaires	44,38	86,4
Autres dépenses extraordinaires	6,98	13,6

Population au 31 décembre 1970 : 27.575

	1969		1970		1971		1972	
	mio	%	mio	%	mio	%	mio	%
- Recettes ordinaires								
• Impôts de l'Etat	310,73	100%	368,20	100%	365,67	100%	351,61	100%
• Autres allocations de l'Etat (Fonds communal, subventions de fonctionnement etc.)	47,39	15,3	56,44	15,3	66,93	18,3	62,50	17,8
• Impôt foncier	29,91	9,6	33,24	9,1	31,45	8,6	32,60	9,3
• Impôt commercial	18,97	6,1	21,50	5,8	20,68	5,7	20,65	5,8
• Impôt total des salaires	103,95	33,5	144,99	39,4	142,57	39,3	100,00	28,4
• Taxes communales	23,00	7,0	33,88	9,2	34,11	9,3	35,00	9,0
• Autres recettes ordinaires (bois, propriétés etc.)	63,88	20,6	65,24	17,7	84,27	23,0	85,56	24,3
- Dépenses ordinaires								
• Administration générale	18,63	5,9	12,91	3,5	15,66	4,3	15,30	4,4
• Police, incendie, salubrité publique	253,88	100%	285,31	100%	329,29	100%	345,28	100%
• Bâtiments, voirie	12,80	5,1	12,51	4,4	19,38	6,7	18,70	5,4
• Instruction publique	11,57	4,6	14,73	5,2	14,36	4,4	16,00	4,6
• Frais de culte	112,34	44,8	143,73	50,7	143,38	43,6	147,36	42,7
• Assistance publique	31,86	12,6	35,79	12,6	49,86	15,7	54,69	15,7
• Sécurité sociale	0,30	0,1	0,27	0,1	0,25	0,1	0,28	0,1
• Dette communale	12,00	4,7	12,93	4,5	14,20	4,3	16,80	4,9
• Autres dépenses ordinaires	30,05	11,8	32,36	11,3	36,40	11,1	37,93	11,0
- Recettes extraordinaires								
• Recettes propres (coupes extraordinaires etc.)	36,26	14,3	32,73	12,5	37,02	11,2	40,99	11,9
• Subventions et allocations de l'Etat	6,70	2,6	14,06	4,9	14,24	4,3	12,53	3,6
- Dépenses extraordinaires								
• Emprunts nouveaux	44,08	100%	59,85	100%	92,79	100%	136,51	100%
• Recettes propres (coupes extraordinaires etc.)	44,30	32,5	44,68	19,5	56,00	53,9	75,60	54,9
• Subventions et allocations de l'Etat	18,97	43,0	44,7	7,5	10,24	11,0	13,89	10,2
- Dépenses extraordinaires								
• Remboursements d'emprunts	10,79	24,5	43,70	73,0	32,55	35,1	47,62	34,9
• Travaux et installations extraordinaires	56,16	100%	86,13	100%	111,63	100%	185,28	100%
• Autres dépenses extraordinaires								
• Travaux et installations extraordinaires	50,08	59,2	81,40	93,5	111,34	99,7	155,13	99,9
• Autres dépenses extraordinaires	6,08	10,8	5,63	6,5	9,32	8,3	9,11	6,1

Population au 31 décembre 1970 : 17.963

unité : million de francs
pourcentage

	1968	
	mio	%
- Recettes ordinaires	113,06	100 %
Impôts de l'Etat	22,92	20,6
Autres allocations de l'Etat (Fonds communal, subventions de fonctionnement etc.)		
Impôt foncier	3,05	2,7
Impôt commercial	8,88	7,8
Impôt total des salaires	39,78	35,2
Taxes communales	25,51	22,7
Autres recettes ordinaires (bois, propriétés etc.)	10,83	9,6
Dépenses ordinaires	6,09	5,4
- Recettes extraordinaires	69,03	100 %
Administration générale	6,45	9,1
Police, incendie, salubrité publique	5,69	8,2
Bâtiments, voirie	27,39	39,7
Instruction publique	12,39	18,0
Frais de culte	0,37	0,5
Assistance publique	0,14	0,2
Sécurité sociale	11,61	16,8
Dettes communales		
Autres dépenses ordinaires	5,19	7,5
- Recettes extraordinaires	0,66	100 %
Emprunts nouveaux		
Recettes propres (coupes extraordinaires etc.)	0,39	59,1
Subventions et allocations de l'Etat	0,27	40,9
- Dépenses extraordinaires	46,58	100 %
Remboursements d'emprunts		
Travaux et installations extraordinaires	44,80	96,2
Autres dépenses extraordinaires	1,78	3,8

unité : million de francs
pourcentage

Population au 31 décembre 1970 : 17.963

	1969		1970		1971		1972	
	mio	%	mio	%	mio	%	mio	%
- Recettes ordinaires	159,28	100 %	196,25	100 %	184,95	100 %	159,41	100 %
Impôts de l'Etat	30,45	19,1	32,71	16,7	32,04	17,3	34,40	21,6
Autres allocations de l'Etat (Fonds communal, subventions de fonctionnement etc.)	4,71	3,0	4,94	2,5	6,63	3,6	6,02	3,8
Impôt foncier	8,04	5,0	8,10	4,1	8,11	4,4	8,00	5,0
Impôt commercial	79,15	49,7	98,68	50,3	77,31	41,8	64,02	39,9
Impôt total des salaires	17,09	10,7	30,18	15,3	20,97	11,3	19,00	11,9
Taxes communales	13,48	8,5	19,80	10,1	21,14	11,4	18,46	11,6
Autres recettes ordinaires (bois, propriétés etc.)	6,36	4,0	8,87	4,5	9,12	4,9	6,53	4,1
- Dépenses ordinaires	79,24	100 %	108,00	100 %	134,83	100 %	154,29	100 %
Administration générale	6,71	8,5	8,11	7,5	8,51	6,3	9,45	6,1
Police, incendie, salubrité publique	4,44	5,6	8,36	7,7	8,20	6,1	9,32	6,0
Bâtiments, voirie	33,35	42,1	45,26	41,9	55,14	41,6	62,42	40,5
Instruction publique	17,83	22,5	20,73	19,2	24,44	18,1	29,41	19,1
Frais de culte	0,47	0,5	0,52	0,5	0,47	0,4	0,54	0,3
Assistance publique	0,11	0,1	0,57	0,6	0,88	0,7	1,63	1,1
Sécurité sociale	0,85	1,1	13,50	12,5	17,22	12,8	21,62	14,0
Dettes communales	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres dépenses ordinaires	6,53	8,3	10,79	10,0	18,39	14,0	19,42	12,6
- Recettes extraordinaires	22,50	100 %	0,49	100 %	0,34	100 %	2,35	100 %
Emprunts nouveaux	—	—	—	—	—	—	—	—
Recettes propres (coupes extraordinaires etc.)	0,31	1,4	0,47	95,9	0,28	82,4	0,25	10,6
Subventions et allocations de l'Etat	22,19	98,6	0,02	4,1	0,06	17,6	2,10	89,4
- Dépenses extraordinaires	54,99	100 %	24,53	100 %	62,49	100 %	85,11	100 %
Remboursements d'emprunts	—	—	—	—	—	—	—	—
Travaux et installations extraordinaires	50,79	92,4	18,76	87,1	45,57	72,9	74,58	87,6
Autres dépenses extraordinaires	4,20	7,6	2,77	12,9	16,92	27,1	10,53	12,4

Population au 31 décembre 1970 : 14.612

unité : million de francs
pourcentage

	1968	
	mio	%
- Recettes ordinaires	94,60	100 %
Impôts de l'Etat	23,42	24,8
Autres allocations de l'Etat (Fonds communal, subventions de fonctionnement etc.)		
Impôt foncier	4,96	5,2
Impôt commercial	6,93	7,3
Impôt total des salaires	33,73	35,7
Taxes communales	9,23	9,7
Autres recettes ordinaires (bois, propriétés etc.)	14,43	15,2
Dépenses ordinaires	1,85	2,0
- Dépenses ordinaires	69,45	100 %
Administration générale	4,41	6,3
Police, incendie, salubrité publique	6,80	9,8
Bâtiments, voirie	29,10	41,9
Instruction publique	10,22	14,7
Frais de culte	8,41	12,1
Assistance publique	9,11	13,1
Sécurité sociale	7,32	10,5
Dette communale	9,06	13,1
Autres dépenses ordinaires	2,32	3,3
- Recettes extraordinaires	2,07	100 %
Emprunts nouveaux		
Recettes propres (coupes extraordinaires etc.)	1,09	52,7
Subventions et allocations de l'Etat	0,98	47,3
- Dépenses extraordinaires	8,85	100 %
Remboursements d'emprunts		
Travaux et installations extraordinaires	8,74	98,8
Autres dépenses extraordinaires	0,11	1,2

Unité : million de francs
pourcentage

Population au 31 décembre 1970 : 14.612

	1969		1970		1971		1972	
	mio	%	mio	%	mio	%	mio	%
- Recettes ordinaires	Total							
• Impôts de l'Etat	120,81	100%	141,00	100%	141,17	100%	125,58	100%
• Autres allocations de l'Etat (Fonds communal, subventions de fonctionnement etc.)	84,91	80,6	24,30	20,8	6,43	4,6	32,40	26,1
• Impôt foncier	8,11	6,7	5,72	4,0	33,67	23,9	4,93	3,9
• Impôt commercial	7,24	6,0	7,18	5,1	7,28	5,1	7,25	5,8
• Impôt total des salaires	53,08	43,9	64,68	45,9	57,15	40,5	45,00	35,8
• Taxes communales	9,58	8,2	11,98	8,5	12,99	9,2	13,00	10,4
• Autres recettes ordinaires (bois, propriétés etc.)	15,19	12,6	14,46	10,2	14,95	10,6	15,87	12,6
- Dépenses ordinaires	Total							
• Administration générale	79,97	100%	96,12	100%	111,86	100%	124,51	100%
• Police, incendie, salubrité publique	4,13	5,2	4,46	4,6	2,12	2,1	2,27	1,8
• Bâtiments, voirie	7,65	9,6	8,77	9,1	9,58	8,6	11,40	9,2
• Instruction publique	31,38	39,2	33,94	35,3	45,12	40,3	50,40	40,5
• Frais de culte	16,77	21,0	16,54	17,2	24,23	21,7	24,70	19,8
• Assistance publique	0,34	0,4	0,35	0,4	0,38	0,3	0,42	0,3
• Sécurité sociale	0,22	0,3	0,28	0,3	0,48	0,4	0,29	0,2
• Dette communale	8,12	10,5	9,34	9,7	11,43	10,2	12,43	10,0
• Autres dépenses ordinaires	9,00	11,2	9,37	9,8	9,95	8,9	9,95	8,0
- Recettes extraordinaires	Total							
• Emprunts nouveaux	9,19	100%	5,47	100%	19,85	100%	87,09	100%
• Recettes propres (coupes extraordinaires etc.)	5,00	54,4	—	—	—	—	55,00	56,6
• Subventions et allocations de l'Etat	0,04	0,4	0,09	1,6	0,24	1,2	6,54	6,7
- Dépenses extraordinaires	Total							
• Remboursements d'emprunts	4,15	45,2	5,38	98,4	19,71	98,4	35,55	36,7
• Travaux et installations extraordinaires	45,01	100%	14,08	100%	55,18	100%	141,59	100%
• Autres dépenses extraordinaires								
• Travaux et installations extraordinaires	43,59	96,8	13,09	93,0	46,91	35,1	136,29	96,3
• Autres dépenses extraordinaires	1,42	3,2	0,99	7,0	8,21	14,9	5,30	3,7

Unité : million de francs
pourcentage

Population au 31 décembre 1970 : 11.844

	1969		1970		1971		1972	
	mio	%	mio	%	mio	%	mio	%
- Recettes ordinaires	74,11	100%	102,65	100%	110,40	100%	97,13	100%
• Impôts de l'Etat	19,93	26,9	23,61	23,0	27,44	25,2	27,45	28,3
• Autres allocations de l'Etat (Fonds communal, subventions de fonctionnement etc.)	6,03	8,2	5,19	5,1	7,34	6,7	7,03	7,2
• Impôt foncier	4,02	5,4	4,07	3,9	4,13	3,7	4,10	4,2
• Impôt commercial	24,63	33,6	29,30	28,9	34,64	31,4	36,05	37,1
• Impôt total des salaires	7,93	10,7	10,06	9,8	11,26	10,1	11,50	11,8
• Taxes communales	5,73	7,7	7,40	7,2	8,35	7,6	8,88	9,1
• Autres recettes ordinaires (bois, propriétés etc.)	1,86	2,5	2,02	2,0	2,82	2,6	2,12	2,2
- Dépenses ordinaires	57,29	100%	63,80	100%	80,43	100%	87,54	100%
• Administration générale	4,49	7,8	5,04	7,9	5,74	7,1	5,71	6,5
• Police, incendie, salubrité publique	3,44	6,7	4,63	7,3	4,51	6,0	5,33	6,1
• Bâtiments, voirie	18,75	32,7	23,09	36,2	27,04	33,6	29,75	34,0
• Instruction publique	13,21	23,1	13,40	21,0	19,09	23,7	21,12	24,1
• Frais de culte	0,17	0,3	0,20	0,3	0,20	0,3	0,21	0,2
• Assistance publique	1,15	2,0	1,21	1,9	1,46	1,8	1,42	1,6
• Sécurité sociale	5,86	10,2	4,82	7,6	7,75	9,6	6,77	7,7
• Dette communale	6,90	12,1	6,89	10,8	7,33	9,1	8,50	9,8
• Autres dépenses ordinaires	4,92	8,6	4,52	7,0	7,03	8,8	8,71	10,0
- Recettes extraordinaires	2,65	100%	0,09	100%	2,16	100%	26,38	100%
• Emprunts nouveaux	—	—	—	—	8,00	37,3	72,00	273,3
• Recettes propres (coupes extraordinaires etc.)	0,03	1,1	—	—	0,18	2,0	—	—
• Subventions et allocations de l'Etat	2,62	98,9	0,09	100	0,94	10,7	4,38	5,7
- Dépenses extraordinaires	13,23	100%	16,34	100%	29,12	100%	111,64	100%
• Remboursements d'emprunts	—	—	—	—	—	—	—	—
• Travaux et installations extraordinaires	13,05	98,6	12,93	79,1	21,28	73,1	104,29	93,4
• Autres dépenses extraordinaires	0,18	1,4	3,41	20,9	7,84	26,9	7,35	6,6

Population au 31 décembre 1970 : 10.091

unité : million de francs
pourcentage

	1968	
	mio	%
- Recettes ordinaires	44,39	100%
• Impôts de l'Etat	14,97	33,7
• Autres allocations de l'Etat (Fonds communal, subventions de fonctionnement etc.)	3,12	7,0
• Impôt foncier	2,17	4,9
• Impôt commercial	14,75	33,2
• Impôt total des salaires	6,15	13,9
• Taxes communales	8,53	19,2
• Autres recettes ordinaires (bois, propriétés etc.)	0,70	1,6
- Dépenses ordinaires	29,71	100%
• Administration générale	3,09	10,4
• Police, incendie, salubrité publique	1,14	3,8
• Bâtiments, voirie	8,52	28,7
• Instruction publique	7,87	26,5
• Frais de culte	0,22	0,7
• Assistance publique	0,53	1,8
• Sécurité sociale	4,49	15,1
• Dette communale	3,07	10,3
• Autres dépenses ordinaires	0,75	2,5
- Recettes extraordinaires	13,94	100%
• Emprunts nouveaux	—	—
• Recettes propres (coupes extraordinaires etc.)	0,16	1,2
• Subventions et allocations de l'Etat	13,78	98,8
- Dépenses extraordinaires	14,83	100%
• Remboursements d'emprunts	—	—
• Travaux et installations extraordinaires	14,36	96,8
• Autres dépenses extraordinaires	0,47	3,2

Unité : million de francs
pourcentage

Population au 31 décembre 1970 : 10.091

	1969		1970		1971		1972	
	mio	%	mio	%	mio	%	mio	%
- Recettes ordinaires								
- Impôts de l'Etat	74,22	100%	76,00	100%	85,20	100%	84,95	100%
- Autres allocations de l'Etat (Fonds communal, subventions de fonctionnement etc.)	10,44	22,2	12,05	25,0	15,25	29,6	22,60	30,1
- Impôt foncier	5,56	7,8	3,86	5,0	2,96	3,5	4,38	5,2
- Impôt commercial	2,31	3,2	2,37	3,2	2,40	2,8	2,50	2,9
- Impôt total des salaires	37,19	52,3	38,62	50,6	41,25	48,4	41,00	44,7
- Taxes communales	6,11	8,6	8,13	10,7	8,86	10,4	9,00	10,6
- Autres recettes ordinaires (bois, propriétés etc.)	2,93	4,1	2,49	3,3	3,79	4,5	4,80	5,7
- Dépenses ordinaires	1,08	1,5	1,68	2,2	0,69	0,8	0,67	0,8
- Total	34,90	100%	44,36	100%	53,10	100%	62,05	100%
- Recettes extraordinaires								
- Administration Générale	3,53	10,1	4,48	10,0	4,65	9,3	5,36	11,6
- Police, incendie, salubrité publique	1,26	3,5	1,50	3,4	1,61	3,2	1,79	4,2
- Bâtiments, voirie	9,78	28,0	13,52	30,5	13,63	27,1	14,73	30,2
- Instruction publique	11,79	33,8	12,38	27,9	15,34	30,6	16,66	36,2
- Frais de culte	0,23	0,7	0,22	0,5	0,25	0,5	0,23	0,4
- Assistance publique	0,35	1,0	0,54	1,2	0,48	1,0	0,62	1,0
- Sécurité sociale	3,96	11,3	5,96	13,4	6,68	13,3	8,00	12,9
- Dette communale	3,06	8,8	3,42	7,0	3,76	7,5	6,43	10,4
- Autres dépenses ordinaires	0,98	2,8	0,70	1,1	3,70	7,4	4,23	6,8
- Recettes extraordinaires	7,05	100%	8,60	100%	9,61	100%	12,15	100%
- Emprunts nouveaux							100,00	82,3
- Recettes propres (coupes extraordinaires etc.)	1,94	27,5	0,18	2,1	2,10	21,9	7,29	6,0
- Subventions et allocations de l'Etat	5,11	72,5	8,42	97,9	7,51	78,1	14,27	11,7
- Total	39,87	100%	60,67	100%	48,64	100%	132,76	100%
- Dépenses extraordinaires								
- Remboursements d'emprunts								
- Travaux et installations extraordinaires	34,36	86,2	53,53	88,2	44,53	91,6	121,56	91,6
- Autres dépenses extraordinaires	5,51	13,8	7,14	11,8	4,11	8,4	11,20	8,4

Population au 31 décembre 1970 : 6.692

unité : million de francs
pourcentage

	1968	
	mio	%
- Recettes ordinaires	25,54	100%
Impôts de l'Etat	19,70	41,9
Autres allocations de l'Etat (Fonds communal, subventions de fonctionnement etc.)	3,27	12,8
Impôt foncier	1,12	4,4
Impôt commercial	4,63	18,1
Impôt total des salaires	6,43	25,2
Taxes communales	1,76	6,9
Autres recettes ordinaires (bois, propriétés etc.)	0,63	2,5
- Dépenses ordinaires	18,78	100%
Administration générale	1,93	10,3
Police, incendie, salubrité publique	1,53	8,1
Bâtiments, voirie	9,37	50,0
Instruction publique	4,28	22,8
Frais de culte	0,11	0,6
Assistance publique	0,52	2,8
Sécurité sociale	1,80	9,6
Dette communale	1,36	7,2
Autres dépenses ordinaires	0,89	4,7
- Recettes extraordinaires	2,10	100%
Emprunts nouveaux	—	—
Recettes propres (coupes extraordinaires etc.)	—	—
Subventions et allocations de l'Etat	2,10	100
- Dépenses extraordinaires	6,82	100%
Remboursements d'emprunts	—	—
Travaux et installations extraordinaires	6,82	100
Autres dépenses extraordinaires	—	—

Unité : million de francs
pourcentage

Population au 31 décembre 1970 : 6.692

	1969		1970		1971		1972	
	mio	%	mio	%	mio	%	mio	%
- Recettes ordinaires								
• Impôts de l'Etat	28,48	100%	33,69	100%	38,07	100%	37,34	100%
• Autres allocations de l'Etat (Fonds communal, subventions de fonctionnement etc.)	11,26	40,6	13,73	40,7	16,44	43,2	16,22	43,4
• Impôt foncier	2,92	10,2	3,68	10,9	4,34	11,4	4,36	11,7
• Impôt commercial	1,13	4,0	1,14	3,4	1,13	3,0	1,16	3,1
• Impôt total des salaires	9,79	34,4	11,72	34,8	12,10	31,8	11,90	31,9
• Taxes communales	0,45	1,6	0,51	1,5	0,53	1,5	0,50	1,3
• Autres recettes ordinaires (bois, propriétés etc.)	1,86	6,5	2,03	6,0	2,58	6,8	2,55	6,8
- Dépenses ordinaires	0,77	2,7	0,89	2,7	0,90	2,3	0,65	1,8
• Administration générale	21,44	100%	26,36	100%	31,20	100%	34,68	100%
• Police, incendie, salubrité publique	1,53	7,1	1,57	6,0	1,57	6,0	1,70	5,8
• Bâtiments, voirie	6,31	29,4	7,30	31,5	8,97	28,8	11,95	35,6
• Instruction publique	7,30	34,1	8,36	31,7	10,51	33,7	11,06	31,9
• Frais de culte	0,13	0,6	0,14	0,5	0,11	0,3	0,15	0,4
• Assistance publique	0,45	2,1	0,91	3,4	1,02	3,3	0,86	2,5
• Sécurité sociale	1,59	7,4	1,64	6,2	1,97	6,3	2,27	6,6
• Dette communale	1,36	6,3	1,37	5,2	1,43	4,6	2,26	6,5
• Autres dépenses ordinaires	0,85	4,0	1,65	6,3	2,92	9,3	2,71	7,8
- Recettes extraordinaires	1,02	100%	3,05	100%	2,08	100%	1,00	100%
• Emprunts nouveaux	—	—	6,00	85,1	—	—	—	—
• Recettes propres (coupes extraordinaires etc.)	—	—	0,03	0,4	—	—	—	—
• Subventions et allocations de l'Etat	1,02	100	1,02	14,5	2,08	100	1,00	100
- Dépenses extraordinaires	10,07	100%	10,17	100%	8,58	100%	15,14	100%
• Remboursements d'emprunts	—	—	—	—	—	—	—	—
• Travaux et installations extraordinaires	10,00	99,3	4,20	41,3	7,40	86,2	12,37	81,7
• Autres dépenses extraordinaires	0,07	0,7	5,97	58,7	1,18	13,8	2,77	18,3

Population au 31 décembre 1970 : 6.437

unité : million de francs
pourcentage

1968	
mio	%
31,68	100%
- Recettes ordinaires	
• Impôts de l'Etat	34,8
• Autres allocations de l'Etat (Fonds communal, subventions de fonctionnement etc.)	6,5
• Impôt foncier	4,6
• Impôt commercial	3,6
• Impôt total des salaires	4,4
• Taxes communales	5,1
• Autres recettes ordinaires (bois, propriétés etc.)	4,0
- Dépenses ordinaires	100%
• Administration générale	12,2
• Police, incendie, salubrité publique	9,7
• Bâtiments, voirie	32,8
• Instruction publique	18,6
• Frais de culte	4,3
• Assistance publique	2,8
• Sécurité sociale	9,0
• Dette communale	4,4
• Autres dépenses ordinaires	4,2
- Recettes extraordinaires	100%
• Emprunts nouveaux	
• Recettes propres (coupes extraordinaires etc.)	7,2
• Subventions et allocations de l'Etat	92,8
- Dépenses extraordinaires	100%
• Remboursements d'emprunts	
• Travaux et installations extraordinaires	100
• Autres dépenses extraordinaires	

Unité : million de francs
pourcentage

Population au 31 décembre 1970 : 6.437

	1969		1970		1971		1972	
	mio	%	mio	%	mio	%	mio	%
- Recettes ordinaires								
• Impôts de l'Etat	39,37	100%	48,29	100%	58,73	100%	54,92	100%
• Autres allocations de l'Etat (Fonds communal, subventions de fonctionnement etc.)	10,82	27,5%	12,82	26,5%	15,25	25,9%	12,40	22,6%
• Impôt foncier	2,05	5,2%	2,73	5,7%	2,20	3,7%	2,52	4,6%
• Impôt commercial	1,45	3,7%	1,47	3,0%	1,53	2,6%	1,55	2,8%
• Impôt total des salaires	19,04	48,3%	23,16	48,0%	24,08	40,5%	22,00	40,0%
• Taxes communales	2,46	6,3%	3,32	6,9%	6,57	11,2%	2,00	3,7%
• Autres recettes ordinaires (bois, propriétés etc.)	1,63	4,1%	2,39	4,9%	2,21	3,8%	3,02	5,5%
- Dépenses ordinaires	1,52	3,9%	2,40	5,0%	1,96	3,3%	2,03	3,7%
• Administration générale	23,73	100%	29,65	100%	33,97	100%	41,59	100%
• Police, incendie, salubrité publique	5,49	10,5%	3,10	10,4%	2,49	7,3%	3,56	8,6%
• Bâtiments, voirie	3,08	5,8%	2,54	8,6%	3,06	9,0%	3,12	7,5%
• Instruction publique	6,67	28,1%	9,16	30,9%	10,32	30,4%	12,67	30,3%
• Frais de culte	6,47	27,3%	7,00	23,6%	8,49	25,0%	9,63	23,2%
• Assistance publique	9,26	41,1%	0,22	0,7%	0,22	0,7%	0,11	0,3%
• Sécurité sociale	9,75	31,1%	0,88	3,0%	0,86	2,5%	0,87	2,1%
• Dette communale	2,33	9,8%	2,57	8,5%	2,84	8,4%	3,32	8,0%
• Autres dépenses ordinaires	1,80	7,6%	1,80	6,1%	2,36	6,9%	4,63	11,1%
- Recettes extraordinaires	0,88	3,7%	2,44	8,2%	2,83	8,3%	3,67	8,7%
• Recettes nouveaux emprunts	1,99	100%	2,07	100%	2,39	100%	3,06	100%
• Recettes propres (coupes extraordinaires etc.)	1,35	67,8%	1,71	82,6%	4,94	20,6%	1,43	46,7%
• Subventions et allocations de l'Etat	0,64	32,2%	0,36	17,4%	1,99	69,3%	1,63	53,3%
- Dépenses extraordinaires	11,80	100%	18,42	100%	50,87	100%	47,38	100%
• Remboursements d'emprunts	—	—	—	—	—	—	—	—
• Travaux et installations extraordinaires	11,20	94,9%	17,70	96,1%	43,83	86,2%	41,71	88,0%
• Autres dépenses extraordinaires	0,60	5,1%	0,72	3,9%	7,04	13,8%	5,67	12,0%

Population au 31 décembre 1970 : 4.278 unité : million de francs
pourcentage

	1968	
	mio	%
- Recettes ordinaires	16,22	100%
Impôts de l'Etat	6,37	39,3
Autres allocations de l'Etat (Fonds communal, subventions de fonctionnement etc.)	2,75	17,0
Impôt foncier	1,56	9,6
Impôt commercial	3,41	21,2
Impôt total des salaires	1,84	11,3
Taxes communales	0,59	3,6
Autres recettes ordinaires (bois, propriétés etc.)	10,63	100%
- Dépenses ordinaires	1,34	12,6
Administration générale	0,60	5,6
Police, incendie, salubrité publique	2,87	27,0
Bâtiments, voirie	2,68	25,2
Instruction publique	0,05	0,5
Frais de culte	0,04	0,4
Assistance publique	1,24	11,7
Sécurité sociale	1,49	14,0
Dettes communales	0,33	3,0
Autres dépenses ordinaires	9,68	100%
- Recettes extraordinaires	7,00	72,3
Emprunts nouveaux		
Recettes propres (coupes extraordinaires etc.)	2,68	27,7
Subventions et allocations de l'Etat	14,11	100%
- Dépenses extraordinaires	13,61	96,5
Remboursements d'emprunts	0,50	3,5
Travaux et installations extraordinaires		
Autres dépenses extraordinaires		

Population au 31 décembre 1970 : 4.278

Unité : million de francs
pourcentage

	1969		1970		1971		1972	
	mio	%	mio	%	mio	%	mio	%
- Recettes ordinaires	17,56	100%	19,35	100%	23,71	100%	24,86	100%
• Impôts de l'Etat	6,90	39,3	8,32	43,0	10,44	43,6	10,82	43,5
• Autres allocations de l'Etat (Fonds communal, subventions de fonctionnement etc.)	2,23	12,7	2,10	10,9	2,19	9,2	2,25	9,1
• Impôt foncier	1,59	9,1	1,64	8,5	1,64	6,9	1,67	6,7
• Impôt commercial	4,03	22,9	5,73	29,6	5,67	23,9	5,60	22,5
• Impôt total des salaires	1,87	10,6	1,52	7,9	2,81	11,9	3,73	15,0
• Taxes communales	0,94	5,4	0,67	3,4	0,58	2,5	0,79	3,2
• Autres recettes ordinaires (bois, propriétés etc.)	12,64	100%	13,27	100%	15,25	100%	19,54	100%
- Dépenses ordinaires	14,64	100%	13,27	100%	15,25	100%	19,54	100%
• Administration Générale	4,46	30,5	4,60	34,7	4,52	33,0	4,94	35,5
• Police, incendie, salubrité publique	0,78	5,3	0,46	3,4	1,04	7,8	1,22	8,3
• Bâtiments, voirie	2,92	19,9	3,15	23,7	4,40	32,9	5,40	39,3
• Instruction publique	4,00	27,3	3,93	29,6	4,49	33,4	5,71	41,5
• Frais de culte	0,06	0,4	0,05	0,4	0,06	0,4	0,06	0,4
• Assistance publique	0,06	0,4	0,12	0,9	0,12	0,8	0,14	0,7
• Sécurité sociale	4,05	27,5	4,92	36,9	5,26	39,3	5,23	38,3
• Dette communale	1,97	13,5	1,97	14,9	2,16	16,2	3,04	19,6
• Autres dépenses ordinaires	0,29	2,0	0,57	4,3	0,52	3,4	0,80	4,1
- Recettes extraordinaires	2,79	100%	2,03	100%	10,56	100%	23,97	100%
• Emprunts nouveaux	—	—	—	—	10,00	94,7	13,00	54,6
• Recettes propres (coupes extraordinaires etc.)	0,07	2,5	0,02	1,0	0,14	1,3	0,25	1,0
• Subventions et allocations de l'Etat	2,72	97,5	2,01	99,0	0,42	4,0	3,72	15,5
- Dépenses extraordinaires	13,00	100%	5,85	100%	13,01	100%	23,21	100%
• Remboursements d'emprunts	—	—	—	—	—	—	—	—
• Travaux et installations extraordinaires	11,00	84,6	3,91	66,8	14,56	87,9	20,21	87,1
• Autres dépenses extraordinaires	2,00	15,4	1,94	33,2	2,05	15,1	3,00	12,9

Population au 31 décembre 1970 : 3.792

unité : million de francs
pourcentage

	1968	
	mio	%
- Recettes ordinaires	36,22	100%
Impôts de l'Etat	6,69	18,5
Autres allocations de l'Etat (Fonds communal, subventions de fonctionnement etc.)	7,13	19,7
Impôt foncier	2,27	6,3
Impôt commercial	4,23	11,7
Impôt total des salaires	3,21	8,9
Taxes communales	10,74	29,6
Autres recettes ordinaires (bois, propriétés etc.)	1,93	5,3
- Dépenses ordinaires	25,01	100%
Administration générale	2,65	10,6
Police, incendie, salubrité publique	1,66	6,6
Bâtiments, voirie	12,32	49,3
Instruction publique	2,91	11,6
Frais de culte	0,27	1,1
Assistance publique	0,34	1,4
Sécurité sociale	2,62	10,5
Dette communale	4,68	18,7
Autres dépenses ordinaires	0,56	2,2
- Recettes extraordinaires	1,22	100%
Emprunts nouveaux	—	—
Recettes propres (coupes extraordinaires etc.)	0,56	45,9
Subventions et allocations de l'Etat	0,66	54,1
- Dépenses extraordinaires	6,17	100%
Remboursements d'emprunts	—	—
Travaux et installations extraordinaires	6,17	100
Autres dépenses extraordinaires	—	—

Unité : million de francs
pourcentage

Population au 31 décembre 1970 : 3.792

	1969		1970		1971		1972	
	mio	%	mio	%	mio	%	mio	%
- Recettes ordinaires	Total							
• Impôts de l'Etat	36,23	100%	47,90	100%	51,19	100%	49,06	100%
• Autres allocations de l'Etat (Fonds communal, subventions de fonctionnement etc.)	8,94	19,2	8,36	17,2	10,50	20,5	10,15	20,7
• Impôt foncier	2,76	7,6	3,02	6,3	3,22	6,3	3,10	6,3
• Impôt commercial	2,26	6,2	2,28	4,8	2,36	4,6	2,40	4,9
• Impôt total des salaires	4,84	13,4	12,38	25,8	10,90	21,3	10,50	21,4
• Taxes communales	3,41	9,4	3,95	8,2	4,54	8,9	4,20	8,6
• Autres recettes ordinaires (bois, propriétés etc.)	13,18	36,4	14,87	31,0	15,91	31,1	16,27	33,1
- Dépenses ordinaires	Total							
• Administration Générale	2,84	7,8	3,64	7,6	3,76	7,3	2,44	5,0
• Police, incendie, salubrité publique	26,32	100%	27,75	100%	34,04	100%	36,62	100%
• Bâtiments, voirie	2,76	10,2	3,23	11,6	3,66	10,8	3,48	10,9
• Instruction publique	1,62	6,2	1,83	6,6	2,19	6,4	2,37	6,5
• Frais de culte	1,80	44,8	12,50	45,0	14,13	42,4	15,87	43,3
• Assistance publique	2,81	14,3	4,40	15,9	6,91	17,7	6,29	17,2
• Sécurité sociale	0,23	0,8	0,26	0,9	0,21	0,6	0,30	0,8
• Dette communale	0,30	1,1	0,30	1,1	0,67	1,9	0,72	2,0
• Autres dépenses ordinaires	2,13	8,1	2,02	7,3	3,23	9,5	3,42	9,3
- Recettes extraordinaires	1,99	7,6	1,90	6,2	1,99	5,8	2,01	5,5
• Emprunts nouveaux	0,68	2,6	1,31	4,7	1,65	4,8	1,66	4,5
• Recettes propres (coupes extraordinaires etc.)	0,41	100%	7,05	100%	4,47	100%	20,15	100%
• Subventions et allocations de l'Etat	0,12	29,3	0,11	1,6	1,18	12,9	9,15	0,7
- Dépenses extraordinaires	Total							
• Remboursements d'emprunts	0,29	70,7	6,94	98,4	7,99	87,1	3,00	14,9
• Travaux et installations extraordinaires	14,85	100%	14,74	100%	44,10	100%	22,98	100%
• Autres dépenses extraordinaires	14,59	98,2	11,74	100	27,12	61,5	22,65	98,6
	0,26	1,8	—	—	16,98	38,5	0,33	1,4

Population au 31 décembre 1970 : 2.589

unité : million de francs
pourcentage

1968		
	mio	%
- Recettes ordinaires	18,23	100%
Impôts de l'Etat	4,69	25,7
Autres allocations de l'Etat (Fonds communal, subventions de fonctionnement etc.)	1,97	10,8
Impôt foncier	1,15	6,3
Impôt commercial	3,34	18,3
Impôt total des salaires	1,07	5,9
Taxes communales	4,89	26,8
Autres recettes ordinaires (bois, propriétés etc.)	1,12	6,2
- Dépenses ordinaires	12,12	100%
Administration générale	1,30	10,7
Police, incendie, salubrité publique	0,18	1,5
Bâtiments, voirie	5,69	46,9
Instruction publique	1,91	15,7
Frais de culte	0,06	0,5
Assistance publique	0,04	0,4
Sécurité sociale	1,04	8,6
Dette communale	1,59	13,1
Autres dépenses ordinaires	0,33	2,7
- Recettes extraordinaires	5,68	100%
Emprunts nouveaux	3,00	52,8
Recettes propres (coupes extraordinaires etc.)	0,08	1,4
Subventions et allocations de l'Etat	2,60	45,8
- Dépenses extraordinaires	11,29	100%
Remboursements d'emprunts	-	-
Travaux et installations extraordinaires	11,22	99,4
Autres dépenses extraordinaires	0,07	0,6

Unité : million de francs
pourcentage

Population au 31 décembre 1970 : 2.589

	1969		1970		1971		1972	
	mio	%	mio	%	mio	%	mio	%
- Recettes ordinaires	Total							
• Impôts de l'Etat	25,28	100%	26,56	100%	30,94	100%	26,76	100%
• Autres allocations de l'Etat (Fonds communal, subventions de fonctionnement etc.)	4,47	19,7	6,06	22,8	7,56	24,5	7,54	28,1
• Impôt foncier	2,39	9,5	2,28	8,6	2,36	7,6	2,34	8,7
• Impôt commercial	1,16	4,6	1,19	4,5	1,21	3,9	1,21	4,5
• Impôt total des salaires	4,73	18,3	6,50	24,5	4,07	13,1	6,00	22,4
• Taxes communales	1,22	5,0	1,42	5,3	1,53	5,1	1,50	5,6
• Autres recettes ordinaires (bois, propriétés etc.)	5,55	21,7	6,13	23,1	6,54	21,2	6,31	23,6
- Dépenses ordinaires	Total							
• Administration générale	15,40	100%	18,41	100%	21,16	100%	22,35	100%
• Police, incendie, salubrité publique	4,23	27,6	4,22	23,0	4,65	25,4	4,89	21,9
• Bâtiments, voirie	0,17	1,1	0,26	1,4	0,38	1,8	0,37	1,7
• Instruction publique	7,76	50,4	19,01	55,3	11,76	55,4	11,70	52,3
• Frais de culte	3,15	20,5	3,27	18,0	3,73	17,6	4,27	19,0
• Assistance publique	0,10	0,7	0,09	0,5	0,08	0,4	0,16	0,7
• Sécurité sociale	0,02	0,1	—	—	—	—	0,07	0,3
• Dette communale	0,96	6,2	0,81	4,5	1,17	5,5	1,32	5,9
• Autres dépenses ordinaires	1,58	10,3	1,60	8,8	1,70	8,0	1,71	7,7
- Recettes extraordinaires	Total							
• Emprunts nouveaux	18,93	100%	20,50	100%	20,84	100%	21,00	100%
• Recettes propres (coupes extraordinaires etc.)	16,48	87,1	0,11	0,5	14,14	67,9	2,52	11,9
• Subventions et allocations de l'Etat	2,45	12,9	2,39	11,6	6,68	32,1	8,48	39,9
- Dépenses extraordinaires	Total							
• Remboursements d'emprunts	6,46	100%	21,71	100%	30,83	100%	26,92	100%
• Travaux et installations extraordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—
• Autres dépenses extraordinaires	5,22	84,7	18,18	83,5	30,08	98,2	25,83	96,0
	0,94	15,3	3,59	16,5	0,55	1,8	1,09	4,0

Population au 31 décembre 1970 : 2.281

unité : million de francs
pourcentage

	1968	
	mio	%
- Recettes ordinaires	10,02	100%
• Impôts de l'Etat	5,15	51,4
• Autres allocations de l'Etat (Fonds communal, subventions de fonctionnement etc.)	0,74	7,2
• Impôt foncier	0,92	9,0
• Impôt commercial	1,98	19,4
• Impôt total des salaires	0,87	8,5
• Taxes communales	0,56	5,5
• Autres recettes ordinaires (bois, propriétés etc.)	6,94	100%
- Dépenses ordinaires		
• Administration générale	0,81	11,7
• Police, incendie, salubrité publique	0,15	2,2
• Bâtiments, voirie	1,92	28,4
• Instruction publique	1,56	22,5
• Frais de culte	0,07	1,0
• Assistance publique	0,13	1,9
• Sécurité sociale	0,76	10,9
• Dette communale	1,32	18,0
• Autres dépenses ordinaires	0,77	10,4
- Recettes extraordinaires	4,33	100%
• Emprunts nouveaux	3,00	69,3
• Recettes propres (coupes extraordinaires etc.)	—	—
• Subventions et allocations de l'Etat	1,33	30,7
- Dépenses extraordinaires	1,66	100%
• Remboursements d'emprunts	—	—
• Travaux et installations extraordinaires	1,66	100
• Autres dépenses extraordinaires	—	—

Unité : million de francs
pourcentage

Population au 31 décembre 1970 : 2.281

	1969		1970		1971		1972	
	mio	%	mio	%	mio	%	mio	%
- Recettes ordinaires	11,64	100%	13,31	100%	16,52	100%	14,60	100%
• Impôts de l'Etat	5,24	44,6	6,62	49,7	8,38	50,7	7,36	50,4
• Autres allocations de l'Etat (Fonds communal, subventions de fonctionnement etc.)	1,17	10,1	0,97	7,3	1,36	8,2	1,58	10,8
• Impôt foncier	0,93	8,0	0,94	7,1	0,97	5,9	1,21	8,3
• Impôt commercial	2,29	19,7	2,68	20,2	3,25	19,9	2,00	13,7
• Impôt total des salaires	—	—	—	—	—	—	—	—
• Taxes communales	1,10	9,4	1,39	10,4	1,39	8,4	1,68	11,5
• Autres recettes ordinaires (bois, propriétés etc.)	0,61	5,2	0,71	5,3	1,14	6,9	0,77	5,3
- Dépenses ordinaires	9,13	100%	10,52	100%	12,46	100%	12,61	100%
• Administration générale	0,77	8,4	0,91	8,7	1,14	9,1	1,36	10,8
• Police, incendie, salubrité publique	0,20	2,2	0,21	2,0	0,56	4,5	0,24	1,9
• Bâtiments, voirie	3,58	38,6	3,81	36,2	4,19	33,6	4,29	34,0
• Instruction publique	2,35	25,7	3,07	29,2	3,64	29,2	3,76	29,8
• Frais de culte	0,07	0,8	0,06	0,6	0,11	0,9	0,08	0,6
• Assistance publique	0,06	0,7	0,11	1,1	0,12	1,0	0,12	1,0
• Sécurité sociale	0,25	2,8	0,39	3,7	0,59	4,7	0,60	4,8
• Dette communale	1,46	16,0	1,64	15,6	1,78	14,3	1,78	14,1
• Autres dépenses ordinaires	0,15	1,6	0,30	2,9	0,33	2,7	0,38	3,0
- Recettes extraordinaires	3,55	100%	1,51	100%	0,39	100%	0,98	100%
• Emprunts nouveaux	2,50	70,5	—	—	—	—	—	—
• Recettes propres (coupes extraordinaires etc.)	0,03	0,8	0,26	17,2	0,07	17,9	0,02	2,0
• Subventions et allocations de l'Etat	1,02	28,7	1,25	82,8	0,32	82,1	0,96	94,0
- Dépenses extraordinaires	5,95	100%	3,34	100%	4,60	100%	12,95	100%
• Remboursements d'emprunts	—	—	—	—	—	—	—	—
• Travaux et installations extraordinaires	5,95	100	3,34	100	2,64	57,4	12,82	99,0
• Autres dépenses extraordinaires	—	—	—	—	1,96	42,6	0,13	1,0

Population au 31 décembre 1970 : 936

unité : million de francs
pourcentage

	1968	
	mio	%
- Recettes ordinaires	18,03	100%
Impôts de l'Etat	2,26	12,5
Autres allocations de l'Etat (Fonds communal, subventions de fonctionnement etc.)		
Impôt foncier	0,39	2,2
Impôt commercial	0,25	1,3
Impôt total des salaires	13,13	72,8
Taxes communales	0,23	1,3
Autres recettes ordinaires (bois, propriétés etc.)	1,07	5,9
- Dépenses ordinaires	6,89	100%
Administration générale	0,28	4,1
Police, incendie, salubrité publique	0,07	1,0
Bâtiments, voirie	1,73	25,1
Instruction publique	0,67	9,7
Frais de culte	0,03	0,4
Assistance publique	0,03	0,4
Sécurité sociale	2,81	40,8
Dette communale	1,02	14,8
Autres dépenses ordinaires	0,25	3,6
- Recettes extraordinaires	5,84	100%
Emprunts nouveaux	3,15	53,9
Recettes propres (coupes extraordinaires etc.)	0,24	4,1
Subventions et allocations de l'Etat	2,45	42,0
- Dépenses extraordinaires	14,65	100%
Remboursements d'emprunts		
Travaux et installations extraordinaires	10,29	70,2
Autres dépenses extraordinaires	4,36	29,8

Unité : million de francs
pourcentage

Population au 31 décembre 1970 : 936

	1969		1970		1971		1972	
	mio	%	mio	%	mio	%	mio	%
- Recettes ordinaires	17,53	100%	26,09	100%	29,67	100%	22,43	100%
• Impôts de l'Etat	2,56	14,6	2,73	10,5	3,34	11,3	3,15	14,0
• Autres allocations de l'Etat (Fonds communal, subventions de fonctionnement etc.)	0,41	2,3	0,53	2,0	0,38	1,3	0,60	2,7
• Impôt foncier	1,13	6,4	1,22	4,7	1,44	4,9	1,65	7,4
• Impôt commercial	12,47	71,2	20,52	78,7	23,27	78,4	16,90	75,3
• Impôt total des salaires	—	—	—	—	—	—	—	—
• Taxes communales	0,42	2,4	0,40	1,5	0,46	1,5	0,48	2,1
• Autres recettes ordinaires (bois, propriétés etc.)	0,54	3,1	0,69	2,6	0,78	2,6	0,55	2,5
- Dépenses ordinaires	8,49	100%	13,23	100%	13,22	100%	14,66	100%
• Administration générale	0,32	3,9	0,38	2,9	0,52	3,9	0,67	4,6
• Police, incendie, salubrité publique	0,08	1,0	0,20	1,5	0,26	2,0	0,27	1,8
• Bâtiments, voirie	1,85	22,3	3,39	25,6	3,34	25,6	3,78	25,8
• Instruction publique	1,18	14,2	1,49	11,3	1,74	13,2	2,02	13,8
• Frais de culte	0,02	0,2	0,03	0,2	0,03	0,2	0,09	0,6
• Assistance publique	0,04	0,2	0,04	0,3	0,06	0,5	0,05	0,3
• Sécurité sociale	3,19	38,5	1,91	14,4	4,20	31,8	4,42	30,1
• Dette communale	1,38	16,6	1,99	15,1	2,65	20,0	1,99	13,6
• Autres dépenses ordinaires	0,23	2,8	3,80	28,7	0,97	7,3	1,37	9,4
- Recettes extraordinaires	9,71	100%	1,76	100%	0,44	100%	2,47	100%
• Emprunts nouveaux	5,50	56,6	—	—	—	—	—	—
• Recettes propres (coupes extraordinaires etc.)	3,51	36,1	—	—	—	—	2,00	81,0
• Subventions et allocations de l'Etat	0,70	7,2	1,76	100	0,44	100	0,47	19,0
- Dépenses extraordinaires	14,58	100%	15,78	100%	14,17	100%	8,61	100%
• Remboursements d'emprunts	—	—	—	—	—	—	—	—
• Travaux et installations extraordinaires	8,76	44,7	13,61	86,2	12,37	87,3	3,61	41,9
• Autres dépenses extraordinaires	10,82	55,3	2,17	13,8	1,80	12,7	5,00	58,1

Population au 31 décembre 1970 : 502

unité : million de francs
pourcentage

1968	
mio	%
3,52	100%
4,69	48,0
0,34	9,7
0,40	11,3
0,19	5,4
0,26	7,4
0,64	18,2
2,78	100%
0,37	13,3
0,05	1,8
1,34	48,2
0,24	8,6
0,05	1,8
0,20	7,2
0,39	14,0
0,14	5,1
2,29	100%
0,90	39,3
0,29	12,7
0,43	100%
0,43	100

Population au 31 décembre 1970 : 502

	1969		1970		1971		1972	
	mio	%	mio	%	mio	%	mio	%
- Recettes ordinaires	3,68	100%	4,15	100%	5,26	100%	4,70	100%
• Impôts de l'Etat	1,81	49,2	2,15	51,8	2,60	49,4	2,49	53,0
• Autres allocations de l'Etat (Fonds communal, subventions de fonctionnement etc.)	0,37	10,0	0,41	9,9	0,52	9,9	0,48	10,2
• Impôt foncier	0,40	10,9	0,44	10,6	0,50	9,5	0,50	10,6
• Impôt commercial	0,22	6,0	0,23	6,7	0,35	7,2	0,27	5,7
• Impôt total des salaires	—	—	—	—	—	—	—	—
• Taxes communales	0,27	7,3	0,33	8,0	0,38	7,2	0,43	9,2
• Autres recettes ordinaires (bois, propriétés etc.)	0,61	16,6	0,54	13,0	0,88	16,8	0,53	11,3
- Dépenses ordinaires	2,91	100%	3,34	100%	4,20	100%	4,34	100%
• Administration générale	0,45	15,5	0,47	14,1	0,55	13,1	0,62	14,3
• Police, incendie, salubrité publique	0,07	2,4	0,18	5,4	0,19	4,6	0,13	3,0
• Bâtiments, voirie	1,27	43,6	1,30	38,9	1,92	45,7	1,86	42,9
• Instruction publique	0,42	14,5	0,56	16,7	0,67	15,9	0,72	16,6
• Frais de culte	0,03	1,0	0,04	1,2	0,04	0,9	0,05	1,2
• Assistance publique	—	—	—	—	—	—	—	—
• Sécurité sociale	0,19	6,5	0,18	5,4	0,21	5,0	0,23	5,3
• Dette communale	0,38	13,1	0,39	11,7	0,42	10,0	0,51	11,6
• Autres dépenses ordinaires	0,10	3,4	0,22	6,6	0,20	4,8	0,22	5,1
- Recettes extraordinaires	0,59	100%	0,61	100%	0,40	100%	0,20	100%
• Emprunts nouveaux	—	—	—	—	—	—	0,00	0,0
• Recettes propres (coupes extraordinaires etc.)	—	—	—	—	0,01	2,4	—	—
• Subventions et allocations de l'Etat	0,59	100	0,61	100	0,41	97,6	0,20	9,1
- Dépenses extraordinaires	3,62	100%	0,75	100%	0,69	100%	1,97	100%
• Remboursements d'emprunts	—	—	—	—	—	—	—	—
• Travaux et installations extraordinaires	2,93	80,9	0,75	100	0,32	46,4	1,17	59,4
• Autres dépenses extraordinaires	0,69	19,1	—	—	0,37	53,6	0,80	40,6

Population au 31 décembre 1970 : 400

unité : million de francs
pourcentage

	1968	
	mio	%
- Recettes ordinaires	0,73	100%
Impôts de l'Etat	4,38	596
Autres allocations de l'Etat (Fonds communal, subventions de fonctionnement etc.)	0,41	15,0
Impôt foncier	0,41	15,0
Impôt commercial	0,13	4,8
Impôt total des salaires	0,27	9,9
Taxes communales	0,13	4,7
Autres recettes ordinaires (bois, propriétés etc.)	0,17	100%
- Dépenses ordinaires	0,36	16,6
Administration générale	0,07	3,2
Police, incendie, salubrité publique	0,76	35,0
Bâtiments, voirie	0,30	13,8
Instruction publique	0,09	4,7
Frais de culte	0,11	5,4
Assistance publique	0,46	21,4
Sécurité sociale	0,02	0,9
Dettes communales	0,56	100%
Autres dépenses ordinaires	—	—
- Recettes extraordinaires	0,56	100
Emprunts nouveaux	—	—
Recettes propres (coupes extraordinaires etc.)	—	—
Subventions et allocations de l'Etat	1,04	100%
- Dépenses extraordinaires	—	—
Remboursements d'emprunts	—	—
Travaux et installations extraordinaires	1,04	100
Autres dépenses extraordinaires	—	—

Population au 31 décembre 1970 : 400

Unité : million de francs
pourcentage

	1969		1970		1971		1972	
	mio	%	mio	%	mio	%	mio	%
- Recettes ordinaires	2,94	100%	3,21	100%	3,65	100%	3,42	100%
• Impôts de l'Etat	4,52	21,2	4,79	55,4	4,12	55,1	4,08	50,8
• Autres allocations de l'Etat (Fonds communal, subventions de fonctionnement etc.)	0,49	16,7	0,36	11,2	0,37	10,1	0,42	12,3
• Impôt foncier	0,41	13,9	0,41	12,8	0,41	11,2	0,41	12,0
• Impôt commercial	0,18	6,1	0,17	5,3	0,24	6,6	0,22	6,5
• Impôt total des salaires	—	—	—	—	—	—	—	—
• Taxes communales	0,27	9,2	0,39	12,1	0,33	9,1	0,29	8,5
• Autres recettes ordinaires (bois, propriétés etc.)	0,09	3,1	0,09	2,8	0,18	4,9	0,10	2,9
- Dépenses ordinaires	3,25	100%	2,39	100%	2,47	100%	2,86	100%
• Administration générale	0,37	11,4	0,41	17,2	0,44	17,8	0,47	16,4
• Police, incendie, salubrité publique	0,15	4,7	0,05	2,1	0,05	2,0	0,05	1,8
• Bâtiments, voirie	0,24	7,4	0,81	33,9	0,81	33,2	1,01	35,3
• Instruction publique	0,33	10,2	0,49	20,5	0,49	19,8	0,65	22,7
• Frais de culte	0,06	1,9	0,08	3,3	0,08	3,3	0,11	3,8
• Assistance publique	—	—	—	—	0,03	1,2	—	—
• Sécurité sociale	0,41	12,6	0,09	3,8	0,10	4,1	0,12	4,2
• Dette communale	0,44	13,5	0,45	18,8	0,45	18,2	0,45	15,7
• Autres dépenses ordinaires	0,01	0,4	0,01	0,4	0,02	0,8	0,03	1,1
- Recettes extraordinaires	0,27	100%	0,42	100%	0,06	100%	0,01	100%
• Emprunts nouveaux	—	—	—	—	—	—	—	—
• Recettes propres (coupes extraordinaires etc.)	—	—	0,09	21,4	0,04	6,7	—	—
• Subventions et allocations de l'Etat	0,27	100	0,33	78,6	0,02	33,3	0,01	100
- Dépenses extraordinaires	1,08	100%	0,43	100%	—	—	1,25	100%
• Remboursements d'emprunts	—	—	—	—	—	—	—	—
• Travaux et installations extraordinaires	1,08	100	0,43	100	—	—	1,25	100
• Autres dépenses extraordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—

Population au 31 décembre 1970 : 241

unité : million de francs
pourcentage

	1968	
	mio	%
- Recettes ordinaires	3,47	100%
Impôts de l'Etat	0,57	18,0
Autres allocations de l'Etat (Fonds communal, subventions de fonctionnement etc.)		
Impôt foncier	0,17	5,4
Impôt commercial	0,17	5,3
Impôt total des salaires	0,78	24,6
Taxes communales	0,04	1,3
Autres recettes ordinaires (bois, propriétés etc.)	1,38	43,5
- Dépenses ordinaires	0,06	1,9
Administration générale	1,73	100%
Police, incendie, salubrité publique	0,27	15,6
Bâtiments, voirie	0,19	11,0
Instruction publique	0,88	50,9
Frais de culte	0,13	7,5
Assistance publique	0,02	1,2
Sécurité sociale	—	—
Dettes communales	0,08	4,6
Autres dépenses ordinaires	0,10	6,9
- Recettes extraordinaires	0,04	1,3
Emprunts nouveaux	0,58	100%
Recettes propres (coupes extraordinaires etc.)	—	—
Subventions et allocations de l'Etat	0,02	3,5
- Dépenses extraordinaires	0,50	96,5
Remboursements d'emprunts	0,70	100%
Travaux et installations extraordinaires	—	—
Autres dépenses extraordinaires	0,40	57,1
	0,30	42,9

Population au 31 décembre 1970 : 241

Unité : million de francs
pourcentage

	1969		1970		1971		1972	
	mio	%	mio	%	mio	%	mio	%
- Recettes ordinaires	Total							
• Impôts de l'Etat	2,70	100%	3,58	100%	3,86	100%	3,57	100%
• Autres allocations de l'Etat (Fonds communal, subventions de fonctionnement etc.)	0,60	22,43	0,71	19,8	0,80	20,7	0,78	21,8
• Impôt foncier	0,20	7,4	0,16	4,7	0,25	6,5	0,23	6,4
• Impôt commercial	0,18	6,7	0,56	15,6	0,45	11,6	0,45	12,6
• Impôt total des salaires	0,26	9,6	0,41	11,4	0,57	14,8	0,45	12,6
• Taxes communales	0,03	1,1	0,03	0,8	0,03	0,8	0,03	0,9
• Autres recettes ordinaires (bois, propriétés etc.)	1,38	51,1	1,62	45,2	1,68	43,5	1,58	44,3
- Dépenses ordinaires	0,05	1,9	0,09	2,5	0,08	2,1	0,05	1,4
• Administration générale	0,35	100%	0,40	100%	0,84	100%	3,43	100%
• Police, incendie, salubrité publique	0,28	14,9	0,33	15,7	0,60	21,1	0,69	20,4
• Bâtiments, voirie	0,21	39	0,23	10,9	0,10	3,5	0,10	2,9
• Instruction publique	0,49	37,9	0,97	46,2	1,12	39,5	1,18	43,1
• Frais de culte	0,51	21,7	0,21	10,0	0,23	11,3	0,21	17,8
• Assistance publique	0,02	0,9	0,01	0,5	0,02	0,7	0,02	0,6
• Sécurité sociale	—	—	—	—	—	—	—	—
• Dette communale	0,26	11,1	0,14	6,7	0,23	8,1	0,25	7,3
• Autres dépenses ordinaires	0,24	5,1	0,12	5,7	0,12	4,6	0,12	3,5
- Recettes extraordinaires	0,06	2,5	0,09	4,3	0,13	4,6	0,16	4,7
• Recettes extraordinaires	0,40	100%	0,16	100%	0,32	100%	3,13	100%
• Emprunts nouveaux	—	—	—	—	—	—	3,00	95,8
• Recettes propres (coupes extraordinaires etc.)	—	—	—	—	—	—	—	—
• Subventions et allocations de l'Etat	0,40	100	0,16	100	0,32	100	0,13	4,2
- Dépenses extraordinaires	Total							
• Remboursements d'emprunts	1,33	100%	0,63	100%	1,14	100%	4,30	100%
• Travaux et installations extraordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—
• Autres dépenses extraordinaires	1,73	100	0,59	93,7	1,74	100	—	—
• Autres dépenses extraordinaires	—	—	0,04	6,3	—	—	2,30	100